

1989

---

---

2nd Session, 51st Legislature,  
New Brunswick,  
38 Elizabeth II, 1989

---

---

2<sup>e</sup> session, 51<sup>e</sup> législature,  
Nouveau-Brunswick,  
38 Elizabeth II, 1989

---

---

29

## **BILL**

**AN ACT TO AMEND THE  
LIQUOR CONTROL ACT**

## **PROJET DE LOI**

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA  
RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS**

---

---

**HON. ALLAN MAHER**

---

---

**L'HON. ALLAN MAHER**

---

---

## EXPLANATORY NOTES

### Section 1

(a) The existing definitions read as follows:

“airline licence” means a licence issued under section 97 and “airline licensee” means the person named in any such subsisting licence;

(b) The existing definitions read as follows:

“cabaret licence” means a licence issued under section 92 and “cabaret licensee” means the person named in any such subsisting licence;

(c) The existing definitions read as follows:

“club licence” means a licence issued under section 103 and “club licensee” means the person named in any such subsisting licence;

(d) The existing definition reads as follows:

“constable” includes every officer or constable of a municipal police force, every member of the Royal Canadian Mounted Police Force, every constable or inspector appointed under this Act, and every other police officer or constable;

(e) The existing definitions read as follows:

“excursion boat licence” means a licence issued under section 111.2 and an “excursion boat licensee” means the person named in any such subsisting licence;

(f) The existing definitions read as follows:

“ferry boat licence” means a licence issued under section 98.1 and a “ferry boat licensee” means the person named in any such subsisting licence;

(g) The existing definitions read as follows:

## NOTES EXPLICATIVES

### Article 1

a) La définition «agent de la paix» est ajoutée à la *Loi sur la réglementation des alcools*.

b) La définition actuelle se lit comme suit:

«agent de police» comprend tout officier ou agent d'un corps de police municipal, tout membre de la Gendarmerie royale du Canada, tout constable ou inspecteur nommé en vertu de la présente loi et tout autre officier ou agent de police;

c) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«cantine» désigne un mess ou une cantine exploités par une unité des Forces canadiennes, actives ou de réserve, ou de la Gendarmerie royale du Canada, dans un camp, une salle d'exercices, une caserne, une base ou une station, et qui sert à une ou à plusieurs des unités ou à un ou plusieurs des établissements du Nouveau-Brunswick et «titulaire d'une licence de cantine» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

d) La définition actuelle se lit comme suit:

«établissement titulaire d'une licence» désigne l'établissement visé par une licence encore en vigueur et comprend

a) la partie d'un train visée par une licence délivrée en application de l'article 96,

b) tout endroit où des boissons alcooliques sont servies en vertu d'une licence de traiteur délivrée en application de l'article 111.1, et

c) un bateau d'excursion où des boissons alcooliques sont servies en vertu d'une licence de bateau d'excursion délivrée en application de l'article 111.2;

e) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de bateau d'excursion» désigne une licence délivrée en application de l'article 111.2 et «titulaire de licence de bateau d'excursion» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

f) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de cabaret» désigne une licence délivrée en application de l'article 92 et «titulaire d'une licence de cabaret» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

g) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

“forces canteen” means a mess or canteen operated in connection with a component unit of the Canadian Forces, both regular and reserve, or the Royal Canadian Mounted Police Force, in a camp, armoury, barracks, base, or station, of any one or more of these units or establishments in New Brunswick; and “canteen licensee” means the person named in a subsisting licence for any such mess or canteen;

(h) The existing definitions read as follows:

“licence de salon de consommations” désigne une licence délivrée en application de l’article 83 et “titulaire d’une licence de salon de consommations” désigne la personne dont le nom figure sur une licence de ce genre;

(i) The existing definition reads as follows:

“licensed premises” means the premises in respect of which a licence has been issued and is in force, and includes

(a) the part of a train in respect of which a licence has been issued under section 96,

(b) any location where liquor is served pursuant to a catering licence issued under section 111.1, and

(c) an excursion boat where liquor is served pursuant to an excursion boat licence issued under section 111.2;

(j) The existing definitions read as follows:

“outfitters licence” means a licence issued under section 94 and “outfitters licensee” means a person named in any such subsisting licence;

(k) The definition “peace officer” is added to the *Liquor Control Act*.

(l) The existing definitions read as follows:

“restaurant licence” means a licence issued under section 85 and a “restaurant licensee” means the person named in any such subsisting licence;

(m) The definition “special facility licence” is added to the *Liquor Control Act*.

(n) The existing definitions read as follows:

«licence de centre de commerce et de congrès» désigne une licence délivrée en application de l’article 109.1 et «titulaire d’une licence de centre de commerce et de congrès» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

h) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de club» désigne une licence délivrée en application de l’article 103 et «titulaire d’une licence de club» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

i) La définition «licence d’établissement spécial» est ajoutée à la *Loi sur la réglementation des alcools*.

j) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de ligne aérienne» désigne une licence délivrée en application de l’article 97 et «titulaire d’une licence de ligne aérienne» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

k) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de pourvoyeur» désigne une licence délivrée en application de l’article 94 et «titulaire d’une licence de pourvoyeur» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

l) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de restaurant» désigne une licence délivrée en application de l’article 85 et «titulaire d’une licence de restaurant» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

m) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de salon de consommations» désigne une licence délivrée en application de l’article 83 et «titulaire d’une licence de salon de consommations» désigne la personne dont le nom figure sur une licence de ce genre;

n) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

“tavern licence” means a licence issued under section 73 and a “tavern licensee” means the person named in any such subsisting licence;

(o) The existing definitions read as follows:

“trade and convention centre licence” means a licence issued under section 109.1 and a “trade and convention centre licensee” means the person named in any such subsisting licence;

## Section 2

(a) The existing provision reads as follows:

7(2) The Chairman has supervision over and direction of the work and the staff of the Board.

(b) A provision authorizing an inspector appointed under the *Liquor Control Act* to enter and to conduct an inspection in respect of premises specified in a special occasion permit granted under the *Liquor Control Act* is added to the *Liquor Control Act*.

## Section 3

The existing provision reads as follows:

8 The Board shall meet at least once in each month.

## Section 4

(a) The existing provision reads as follows:

12(1) Notwithstanding any other provision of this Act except as specified herein,

(a) the Board, subject to subsection (1.1), shall hold a hearing in connection with the issue of a licence of any of the classes mentioned in section 63 and in connection with the issue of a licence under 63.01, and

...

(b) Provisions regarding the holding of a hearing by a single member of the Liquor Licensing Board in specific circumstances in relation to an application for a licence under the *Liquor Control Act* are added to the *Liquor Control Act*.

(c) The existing provision reads as follows:

12(1.1) Where no written objections are filed with respect to the issue of a licence of a class mentioned in section 63, or with respect to the issue of a licence under section 63.01, the applicant has satisfied all the requirements of this Act and the regulations and the Board is satisfied that it would not be contrary to the public interest so to do, the Board may, unless it requires the

«licence de taverne» désigne une licence délivrée en application de l'article 73 et «titulaire d'une licence de taverne» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

o) Les définitions actuelles se lisent comme suit:

«licence de traversier» désigne une licence délivrée en application de l'article 98.1 et «titulaire d'une licence de traversier» désigne une personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

## Article 2

a) La disposition actuelle se lit comme suit:

7(2) Le président contrôle et dirige les travaux et le personnel de la Commission.

b) Disposition ajoutée à la *Loi sur la réglementation des alcools* afin d'autoriser un inspecteur nommé en vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools* à pénétrer et à inspecter dans un établissement spécifié à un permis pour occasions spéciales accordé en vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools*.

## Article 3

La disposition actuelle se lit comme suit:

8 La Commission se réunit au moins une fois par mois.

## Article 4

a) La disposition actuelle se lit comme suit:

12(1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi mais sauf ce qui y est expressément prévu, la Commission doit,

a) sous réserve du paragraphe (1.1), tenir une audience relativement à la délivrance d'une licence appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 63 et relativement à la délivrance d'une licence en vertu de l'article 63.01, et

...

b) Dispositions ajoutées à la *Loi sur la réglementation des alcools* concernant la tenue d'une audience par un seul membre de la Commission des licences et permis d'alcool dans des circonstances spécifiques relativement à la demande d'une licence en vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools*.

c) La disposition actuelle se lit comme suit:

12(1.1) Lorsqu'il n'a été déposé aucune objection écrite à la délivrance d'une licence appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 63 ou à la délivrance d'une licence en vertu de l'article 63.01 et que le requérant a satisfait à toutes les prescriptions de la présente loi et des règlements, la Commission peut, si elle est convaincue que cela ne serait pas contraire à l'intérêt

applicant to appear before it, issue a licence without holding a hearing.

(d) The existing provision reads as follows:

**12(2)** Notwithstanding any other provision of this Act, a person whose application for a licence, other than of a class referred to in section 63, or whose application for the renewal of any licence is refused without a hearing, may apply to the Board for a hearing, in which case the Board shall hold a hearing into the matter in accordance with this section.

#### Section 5

The existing provision reads as follows:

**14(3)** Notwithstanding subsection (1), the Board may, without a hearing, cancel

(a) a licence issued under section 63 or 63.01 where the licensee is convicted of a violation of any provision referred to in subparagraphs 69(1)(c)(i), (ii), (iii) or (iv), and

...

#### Section 6

Under the existing *Liquor Control Act* a liquor store can not be open on a day on which a general federal, provincial or municipal election occurs in the Province. The amendment permits a liquor store to be open on a day on which a general provincial or municipal election occurs in the Province.

#### Section 7

Provisions are added to the *Liquor Control Act* respecting the sale of liquor on behalf of the New Brunswick Liquor Corporation by agents of the Corporation.

#### Section 8

Prohibitions in relation to applications under the *Liquor Control Act* for identification permits are added to the *Liquor Control Act*.

#### Section 9

The existing provision reads as follows:

**63** The Board may grant licences to sell liquor as provided in this Act and such a licence may be of any one of the following classes:

(a) tavern licence;

public, délivrer une licence sans tenir d'audience, à moins qu'elle n'exige la comparution du requérant.

d) La disposition actuelle se lit comme suit:

**12(2)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, une personne dont la demande d'une licence ne relevant pas des catégories visées à l'article 63 ou dont la demande de renouvellement d'une licence est rejetée sans audience peut demander à la Commission de tenir une audience, auquel cas la Commission doit tenir une audience sur la question en application du présent article.

#### Article 5

La disposition actuelle se lit comme suit:

**14(3)** Nonobstant le paragraphe (1), la Commission peut, sans audience, annuler

a) une licence délivrée en vertu de l'article 63 ou 63.01 lorsque son titulaire est déclaré coupable d'une infraction à l'une des dispositions visées aux sous-alinéas 69(1)c)(i), (ii), (iii) ou (iv), et

...

#### Article 6

En vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools* actuellement en vigueur un magasin de la Société ne peut ouvrir le jour où se tient une élection générale fédérale, provinciale ou municipale dans la province. La modification vise à autoriser l'ouverture d'un magasin de la Société le jour de la tenue d'une élection générale provinciale ou municipale dans la province.

#### Article 7

Dispositions ajoutées à la *Loi sur la réglementation des alcools* concernant la vente de boissons alcooliques au nom de la Société des alcools du Nouveau-Brunswick par des représentants de la Société.

#### Article 8

Des interdictions sont ajoutées à la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à une demande d'un permis d'identification.

#### Article 9

La disposition actuelle se lit comme suit:

**63** La Commission peut délivrer des licences autorisant la vente de boissons alcooliques comme le prévoit la présente loi, et chaque licence peut appartenir à l'une des catégories suivantes:

a) licence de taverne;

- (b)* beverage room licence;
- (c)* restaurant licence;
- (d)* dining-room licence;
- (e)* lounge licence;
- (f)* club licence;
- (g)* cabaret licence;
- (h)* outfitters licence;
- (i)* special premises licence;
- (j)* special park licence;
- (k)* trade and convention centre licence;
- (l)* excursion boat licence.

#### **Section 10**

*(a)* The existing provision reads as follows:

**63.01(1)** No licensee who holds a licence of a class mentioned in section 63 shall by himself or by his partner, employee or agent provide or make available live entertainment within premises in respect of which his licence is issued unless he holds a licence issued under this section.

*(b)* The existing provision reads as follows:

**63.01(3)** Upon application therefor and payment of the prescribed fee, and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue to the holder of a licence of a class referred to in section 63 a licence to provide live entertainment in licensed premises.

*(c)* The existing provision reads as follows:

**63.01(4)** An application for a licence under this section may be combined with an application for a licence of a class referred to in section 63 and all notices, hearings and other proceedings with respect to the two licences may, subject to the approval of and directions from the Board, be combined.

*(d)* The existing provision reads as follows:

**63.01(6)** This section applies only to licensees whose licences of a class mentioned in section 63 are issued or renewed after the coming into force of this section.

- b)* licence de salon de consommation;
- c)* licence de restaurant;
- d)* licence de salle à manger;
- e)* licence de salon-bar;
- f)* licence de club;
- g)* licence de cabaret;
- h)* licence de pourvoyeur;
- i)* licence d'établissement spécial;
- j)* licence spéciale de parc;
- k)* licence de centre de commerce et de congrès;
- l)* licence de bateau d'excursion.

#### **Article 10**

*a)* La disposition actuelle se lit comme suit:

**63.01(1)** Nul titulaire d'une licence appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 63, ne doit, lui-même ou par l'intermédiaire d'un associé, employé ou agent, offrir ou présenter dans l'établissement pour lequel cette licence a été délivrée des spectacles de personnes sans être titulaire d'une licence délivrée en vertu du présent article.

*b)* La disposition actuelle se lit comme suit:

**63.01(3)** Lorsque demande lui en est faite, que le droit prévu est acquitté et que les dispositions de la présente loi et des règlements ont été observées, la Commission peut accorder au titulaire d'une licence appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 63 une licence l'autorisant à présenter des spectacles de personnes dans un établissement titulaire d'une licence.

*c)* La disposition actuelle se lit comme suit:

**63.01(4)** Une demande de licence faite en application du présent article peut être combinée à une demande de licence d'une des catégories mentionnées à l'article 63 et les avis, audiences et autres démarches se rapportant aux deux licences peuvent être combinés sous réserve de l'approbation et des directives de la Commission.

*d)* La disposition actuelle se lit comme suit:

**63.01(6)** Le présent article ne s'applique qu'aux titulaires dont les licences appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 63 sont délivrées ou renouvelées après l'entrée en vigueur du présent article.

## Section 11

(a) The existing provision reads as follows:

**64** A licence of any of the classes mentioned in section 63 shall be issued only to

(a) a person of good reputation and character who is nineteen or more years of age, a Canadian citizen and resident in Canada for at least one year before the date of application,

(b) a partnership of which each of the partners is qualified as provided in paragraph (a),

(c) a railway corporation in respect of its hotels, trains or resort golf club houses,

(d) a corporation that owns and operates hotels in connection with a railway and more than half of the stock of which is owned by a railway corporation, or

(e) any other corporation that is incorporated or authorized to carry on its business in New Brunswick under the laws of New Brunswick if

(i) a majority of the directors,

(ii) the person or persons holding a majority ownership interest, and

(iii) the officer or agent who is in charge of the premises to be licensed

are personally qualified under paragraph (a).

(b) The amendment removes the requirement that an applicant for a licence referred to in section 63 of the existing *Liquor Control Act* be a Canadian citizen and resident in Canada for at least one year before the date of application. With the amendment such applicant must be a resident in Canada on the date of the application.

## Section 12

The amendment adds a provision to the *Liquor Control Act* that allows an applicant who has been refused a licence for reason based solely on the location of the proposed licensed premises to make application at any time in respect of differently located premises.

## Section 13

(a) The existing provision reads as follows:

**69(1)** No licence of any of the classes mentioned in section 63 and no licence under section 63.01 shall be issued to any person unless

## Article 11

a) La disposition actuelle se lit comme suit:

**64** Une licence de l'une des catégories mentionnées dans l'article 63 n'est délivrée qu'à

a) une personne de bonne réputation et moralité qui a au moins dix-neuf ans, est citoyen canadien et résident du Canada depuis au moins un an avant la date de la demande,

b) une société en nom collectif dont chacun des associés possède les qualités énumérées à l'alinéa a),

c) une compagnie de chemin de fer pour ses hôtels, ses trains ou ses chalets de golf dans les villégiatures,

d) une compagnie possédant et exploitant des hôtels conjointement avec un chemin de fer, et dont plus de la moitié des actions appartient à la compagnie de chemin de fer, ou

e) toute autre corporation légalement constituée ou autorisée à faire des affaires dans la province en vertu des lois du Nouveau-Brunswick si

(i) une majorité des administrateurs,

(ii) la ou les personnes détenant des intérêts majoritaires, et

(iii) le dirigeant ou le représentant qui dirige le futur établissement titulaire d'une licence

possèdent personnellement les qualités énumérées à l'alinéa a).

b) La modification supprime l'exigence pour le requérant d'une licence prévue à l'article 63 de la présente *Loi sur la réglementation des alcools* d'être citoyen canadien et résident du Canada depuis au moins un an avant la date de la demande. En vertu de la modification le requérant doit être résident du Canada à la date de la demande.

## Article 12

La modification ajoute une disposition à la *Loi sur la réglementation des alcools* qui permet à un requérant à qui une licence a été refusée pour l'unique raison de l'endroit de l'établissement titulaire d'une licence proposé, de présenter une demande en tout temps à l'égard d'établissements situés à des endroits différents.

## Article 13

a) La disposition actuelle se lit comme suit:

**69(1)** Aucune licence de l'une des catégories mentionnées à l'article 63 ni aucune licence visée à l'article 63.01 ne doit être délivrée à une personne

(a) he has filed his application therefor, with the affidavits hereinafter mentioned, with the Board within the prescribed time;

(b) the Board in its absolute discretion, deems that he is a fit and proper person to keep and operate the kind of premises in respect of which the licence is sought;

(c) he is the true owner or lessee of the business carried on by him in the premises, has not been convicted within five years prior to his application for the licence of a violation of

(i) section 132,

(ii) the *Excise Act*, chapter E-12 of the Revised Statutes of Canada, 1970 or the *Customs Act*, chapter C-40 of the Revised Statutes of Canada, 1970, with respect to offences relating to liquor,

(iii) the *Narcotic Control Act*, chapter N-1 of the Revised Statutes of Canada, 1970, with respect to trafficking in a narcotic or possession for the purpose of trafficking a narcotic or importing a narcotic, and

(iv) the *Food and Drug Act*, chapter F-27 of the Revised Statutes of Canada, 1970, with respect to trafficking in a controlled or restricted drug or possession for the purpose of trafficking in a controlled or restricted drug,

and is not otherwise disqualified under this Act and has complied with the requirements of this Act;

(d) the premises in respect of which he applied for a licence conform to the requirements of this Act and the regulations relating thereto, are so constructed and equipped as not to facilitate any violation of this Act, and are otherwise suitable for carrying on the business in a reputable way, and have been inspected by an inspector and approved as such by the Board;

(e) subject to subsection (3), public notice of the making of the application has been given by the applicant

(i) by advertisement, commencing at or about the time of the making of the application and continuing during the prescribed period, once in *The Royal Gazette* and at least once a week for two consecutive weeks in a newspaper published in the municipality in which the premises are situated or, if no newspaper is published in that municipality, then once a week for two consecutive weeks in a newspaper published in New Brunswick circulating in that municipality, and

a) à moins qu'elle n'ait adressé sa demande, accompagnée des affidavits ci-après mentionnés, à la Commission dans le délai prescrit:

b) à moins que la Commission ne soit d'avis, en exerçant sa discrétion absolue, qu'elle possède les qualités voulues pour tenir et exploiter le genre d'établissement pour lequel la licence est demandée;

c) à moins qu'elle ne soit véritablement propriétaire ou locataire de l'entreprise qu'elle tient dans l'établissement, qu'elle n'ait pas été, dans les cinq années précédant sa demande, déclarée coupable d'une infraction

(i) aux dispositions de l'article 132,

(ii) aux dispositions de la *Loi sur l'accise*, chapitre E-12 des Statuts révisés du Canada de 1970 ou de la *Loi sur les douanes*, chapitre C-40 des Statuts révisés du Canada de 1970, concernant les infractions relatives aux boissons alcooliques.

(iii) aux dispositions de la *Loi sur les stupéfiants*, chapitre N-1 des Statuts révisés du Canada de 1970, portant sur le trafic, la possession en vue du trafic ou l'importation de stupéfiants, et

(iv) aux dispositions de la *Loi des aliments et drogues*, chapitre F-27 des Statuts révisés du Canada de 1970, portant sur le trafic de drogues contrôlées ou d'usage restreint ou sur la possession de telles drogues en vue d'en faire le trafic,

et qu'elle ne soit pas sous le coup d'une autre incapacité prévue par la présente loi et qu'elle ne se soit conformée aux prescriptions de la présente loi;

d) à moins que l'établissement pour lequel elle demande une licence ne se conforme aux prescriptions de la présente loi et de son règlement s'y rapportant, et ne soit construit et aménagé de manière à ne pas faciliter les infractions à la présente loi et qu'il ne soit approprié par ailleurs à l'honnête conduite des affaires, et qu'il n'ait été inspecté par un agent de contrôle des alcools et approuvé comme tel par la Commission;

e) à moins que le requérant, sous réserve du paragraphe (3), n'ait donné publiquement avis de sa demande

(i) au moyen d'annonces, commençant à paraître vers la date de la demande ou à cette date et continuant pendant la période prescrite, une fois dans la *Gazette Royale* et au moins une fois par semaine pendant deux semaines consécutives dans un journal publié dans la municipalité où se trouve l'établissement ou, si aucun journal n'est publié dans cette municipalité, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives dans un journal publié au Nouveau-Brunswick et diffusé dans cette municipalité, et



(ii) in such other manner as the Board may direct.

(b) With the amendment an applicant for a licence under section 63.01 of the *Liquor Control Act* need not advertise notice of the making of the application unless the Board requires the applicant to do so.

(c) The existing provision reads as follows:

**69(7)** The Board shall not issue a licence of any of the classes mentioned in section 63 unless the seating capacity of the licensed premises that the applicant proposes to operate is not greater or less than that considered reasonable by the Board, or as may be required by the regulations.

(d) The amendment is consequential on the amendment made in section 28 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**69(8)** No licence shall be issued to the owner or operator of a hotel, restaurant, or dining room, situated in an area set apart or authorized for park purposes or recreation grounds whether national, provincial, municipal, or private, unless the authority having the ownership or control of the area has given his or its consent thereto.

#### Sections 14, 15, 16 and 17

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to a tavern licence are repealed. In addition, the requirement that a beverage room be located within the limits of an incorporated city, town or village is removed. The existing provisions read as follows:

**73(1)** Upon application therefor and payment of the prescribed fee, and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue a tavern licence to the proprietor or operator of premises that in the opinion of the Board meet the requirements set forth in section 74 and such other requirements as the Board may by regulation prescribe with respect to tavern licences.

**73(2)** The Board shall not issue a tavern licence or a beverage room licence unless the proposed tavern or beverage room is located within the limits of an incorporated city, town, or village.

**74** No tavern licence shall be issued unless the proposed tavern

(a) has sufficient floor space for the purpose,

(b) is constructed, equipped and conducted to the satisfaction of the Board and constructed and equipped so as not to facilitate any breach of this Act or the regulations,

(ii) de toute autre manière requise par la Commission.

b) En vertu de la modification le requérant d'une licence en vertu de l'article 63.01 de la *Loi sur la réglementation des alcools* n'a pas à publier un avis de la présentation de sa demande sauf si la Commission exige que le requérant le fasse.

c) La disposition actuelle se lit comme suit:

**69(7)** La Commission ne doit pas délivrer de licence de l'une des catégories mentionnées à l'article 63 à moins que le nombre de places assises dans l'établissement que le demandeur se propose d'exploiter ne soit pas supérieur, ni inférieur à celui qui peut considéré comme raisonnable par la Commission ou comme requis par les règlements.

d) Modification corrélatrice à la modification faite à l'article 28 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**69(8)** Aucune licence ne doit être délivrée au propriétaire ou à l'exploitant d'un hôtel, d'un restaurant ou d'une salle à manger situés dans une zone réservée ou agréée comme parc ou terrain de récréation au niveau national, provincial, municipal ou privé, à moins que le propriétaire ou l'administrateur de cette zone n'y consente.

#### Articles 14, 15, 16 et 17

Les dispositions contenues à la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de taverne sont abrogées. De plus, est supprimée l'exigence de l'emplacement d'un salon de consommation dans les limites d'une cité, d'une ville ou d'un village constitués en municipalité. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**73(1)** Lorsque demande lui en est faite et que le droit prévu est acquitté et que les dispositions de la présente loi et des règlements ont été observées, la Commission peut délivrer une licence de taverne au propriétaire ou à l'exploitant d'un établissement qui, de l'avis de la Commission, satisfait aux prescriptions de l'article 74 ainsi qu'aux autres conditions que la Commission peut, en ce qui concerne les licences de taverne, prescrire par règlement.

**73(2)** La Commission ne doit pas délivrer de licence de taverne ni de licence de salon de consommation à moins que la taverne ou le salon de consommation projetés ne soient situés dans les limites d'une cité, d'une ville ou d'un village constitués en municipalité.

**74** Aucune licence de taverne ne doit être délivrée à moins que la taverne projetée

a) n'ait une superficie suffisante à cette fin,

b) ne soit construite, aménagée et administrée à la satisfaction de la Commission, et construite et aménagée de manière à ne pas favoriser les infractions à la présente loi ou aux règlements,

(c) has an entrance thereto from the street with an unobstructed view of the interior from the street or thoroughfare, and

(d) is provided with suitable privies, lavatories and toilets which shall at all times be kept clean and ventilated.

**75** A tavern licence is authority for the tavern licensee named therein to purchase beer from the Corporation and to have and keep on his licensed premises the beer so purchased and to sell the beer by the glass to adult persons not disqualified under this Act, for consumption in the tavern; but the purchase, having, keeping, sale and consumption shall be in accordance with this Act and the regulations, and not otherwise.

#### **Section 18**

The heading "BEVERAGE ROOM LICENCE" is added to the *Liquor Control Act* replacing the heading "REGULATIVE PROVISIONS FOR TAVERNS AND BEVERAGE ROOMS".

#### **Section 19**

The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**76** Every tavern licence and every beverage room licence issued under this Act is subject to all conditions and restrictions imposed by this Act and the regulations.

#### **Section 20**

The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act.

In addition, the amendment adds a provision to the *Liquor Control Act* under which the Liquor Licensing Board may authorize the holder of a beverage room licence to sell beer and wine for consumption in an area designated by the Board adjacent to and outside of the beverage room. The existing provision reads as follows:

**78** Beer purchased from a tavern shall not be consumed elsewhere than in the tavern in which it was purchased, and beer or wine purchased from a beverage room shall not be consumed elsewhere than in the beverage room in which it was purchased.

#### **Section 21**

The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act.

c) n'ait une entrée donnant sur la rue, et que de la rue ou de la voie de communication aucun obstacle n'empêche d'en voir l'intérieur, et

d) ne soit pourvue de cabinets d'aisances, de lavabos, et de cabinets de toilette convenables qui doivent être en tout temps maintenus propres et aérés.

**75** Une licence de taverne constitue pour le titulaire qui y est nommément désigné l'autorisation d'acheter de la bière à la Société, d'avoir et de garder la bière ainsi achetée dans l'établissement titulaire de la licence et de la vendre au verre, pour consommation dans la taverne, aux personnes adultes qui ne sont pas frappées d'incapacité en application de la présente loi; mais l'achat, la possession, la garde, la vente et la consommation de la bière doivent être conformes aux dispositions de la présente loi et du règlement et ne peuvent y déroger en aucune autre façon.

#### **Article 18**

La rubrique «LICENCE DE SALON DE CONSOMMATION» est ajoutée à la *Loi sur la réglementation des alcools* et remplace la rubrique «DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES AUX TAVERNES ET AUX SALONS DE CONSOMMATION».

#### **Article 19**

Modification corrélatrice à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**76** Toute licence de taverne et toute licence de salon de consommation délivrée en application de la présente loi est assujettie aux conditions et aux restrictions établies par la présente loi et par les règlements.

#### **Article 20**

Modification corrélatrice à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative.

De plus, une nouvelle disposition est ajoutée à la *Loi sur la réglementation des alcools* afin de permettre à la Commission des licences et permis d'alcool d'autoriser le titulaire d'une licence de salon de consommation à vendre de la bière et du vin pour consommation dans un lieu désigné par la Commission qui est adjacent au salon de consommation et à l'extérieur de celui-ci. La disposition se lit comme suit:

**78** La bière achetée dans une taverne ne doit pas être consommée ailleurs que dans la taverne où elle a été achetée et la bière ou le vin acheté dans un salon de consommation ne doit pas être consommé ailleurs que dans le salon de consommation où il a été acheté.

#### **Article 21**

Modification corrélatrice à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative.

In addition, the amendment permits the presence of a person under the age of nineteen years in a beverage room for employment purposes. The existing provisions read as follows:

**79(1)** Subject to subsection (2), no person under the age of nineteen years, and no interdicted person, shall enter, be in, or remain in a tavern or a beverage room, and no tavern licensee or beverage room licensee shall knowingly permit any such person to be in or remain in his tavern or beverage room or permit any gambling, drunkenness or any violent, quarrelsome, riotous or disorderly conduct to take place in or on those premises.

**79(2)** A person under the age of nineteen years but who has attained the age of sixteen years may enter, be in and remain in a tavern or a beverage room for the purpose of providing entertainment to the patrons when engaged by the licensee for that purpose.

#### **Section 22**

The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**80** No tavern licensee and no beverage room licensee shall employ or suffer any person under the age of nineteen years to act in any way in connection with the sale, handling or serving of liquor in, on or about a tavern or a beverage room.

#### **Section 23**

(a) The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**81(1)** Every tavern licensee and every beverage room licensee shall maintain in his licensed premises such suitable fixtures and furniture for the convenience of the public as may be directed by the Board, but no stalls or booths shall be installed in a tavern.

(b) The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**81(2)** No structural alteration or enlargement of a tavern or of a beverage room shall be made without the written permission of the Board.

#### **Section 24**

The existing provision reads as follows:

**82** Every tavern licensee and every beverage room licensee shall at all times when the licensed premises are lawfully open,

De plus, la modification permet la présence d'une personne de moins de dix-neuf ans dans un salon de consommation pour fins d'emploi. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**79(1)** Sous réserve du paragraphe (2), aucune personne âgée de moins de dix-neuf ans et aucune personne interdite ne doit entrer dans une taverne ou un salon de consommation, s'y trouver ou y rester, et aucun titulaire d'une licence de taverne ou d'une licence de salon de consommation ne doit sciemment permettre à cette personne de se trouver ou de rester dans la taverne ou le salon de consommation, ni permettre, dans l'établissement ou sur les lieux, le jeu, l'ébriété ou aucune conduite violente, querelleuse, tumultueuse ou désordonnée.

**79(2)** Une personne âgée de moins de dix-neuf ans et d'au moins seize ans peut entrer dans une taverne ou un salon de consommation, s'y trouver et y rester aux fins de fournir des spectacles ou divertissements aux clients si elle a été embauchée pour cela par le titulaire de la licence.

#### **Article 22**

Modification corrélative à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**80** Nul titulaire d'une licence de taverne et nul titulaire de licence de salon de consommation ne doivent employer ni permettre que soit affectée, à quelque tâche que ce soit relative à la vente, à la manutention ou au service des boissons alcooliques dans une taverne ou un salon de consommation ou sur les lieux d'une taverne ou d'un salon de consommation, une personne de moins de dix-neuf ans.

#### **Article 23**

(a) Modification corrélative à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**81(1)** Tout titulaire d'une licence de taverne ou d'une licence de salon de consommation doit avoir dans son établissement titulaire d'une licence les meubles et installations fixes, pour la commodité du public, que prescrit la Commission, mais aucune loge ou stalle ne doit être installée dans une taverne.

(b) Modification corrélative à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**81(2)** Nulle modification de la structure ou des dimensions d'une taverne ou d'un salon de consommation ne peut être faite sans la permission de la Commission.

#### **Article 24**

La disposition actuelle se lit comme suit:

**82** En tout temps où l'établissement titulaire d'une licence est légalement ouvert, le titulaire d'une licence de taverne ou d'une

maintain for sale therein a supply of such food stuffs, soft drinks, fruit juices and other commodities and the facilities for supplying the same, as the Board may by order prescribe.

#### Section 25

(a) The amendment replaces the reference to “proprietor” in paragraph 83(1)(d) of the English version of the *Liquor Control Act* with a reference to “owner”. The existing provision reads as follows:

**83(1)** The Board may issue a beverage room licence to a person who

...

(d) shows to the satisfaction of the Board that he is the proprietor or operator of premises that are suitable for serving beer and wine.

(b) The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**83(2)** The Board may, at the request of the holder of a tavern licence and upon such conditions as it considers appropriate, convert the licence to a beverage room licence without the necessity of the person making application for the licence pursuant to section 69.

#### Section 26

The amendment is consequential on the amendment made in section 20 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**84** Subject to the provisions of this Act and the regulations, a beverage room licensee

...

(c) may sell beer and wine purchased from the Corporation for consumption only in the licensed premises.

#### Sections 27, 28, 29 and 30

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to a restaurant licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**85** Upon application therefor and payment of the prescribed fee and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue a restaurant licence to the proprietor or operator of any restaurant that in the opinion of the Board

licence de salon de consommation doit s’approvisionner en aliments, en eaux gazeuses, en jus de fruits et autres denrées que prescrit par arrêté la Commission, les offrir en vente et maintenir les installations nécessaires à ces fins.

#### Article 25

a) Modification en vertu de laquelle la mention «proprietor» à l’alinéa 83(1)d) de la version anglaise de la *Loi sur la réglementation des alcools* est remplacée par la mention «owner». La disposition actuelle se lit comme suit:

**83(1)** La Commission peut délivrer une licence de salon de consommation à une personne

...

d) qui démontre à la satisfaction de la Commission qu’elle est le propriétaire ou l’exploitant d’un établissement propre au service de la bière et du vin.

b) Modification corrélative à la modification faite à l’article 15 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit.

**83(2)** La Commission peut, à la demande d’un titulaire de licence de taverne et aux conditions qu’elle estime à propos, convertir cette licence en une licence de salon de consommation sans que le titulaire soit tenu de faire demande de la licence conformément à l’article 69.

#### Article 26

Modification corrélative à la modification faite à l’article 20 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**84** Sous réserve des dispositions particulières de la présente loi et des règlements, le titulaire d’une licence de salon de consommation

...

c) peut vendre de la bière et du vin achetés à la Société uniquement à des fins de consommation dans l’établissement titulaire d’une licence.

#### Articles 27, 28, 29 et 30

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de restaurant. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**85** Lorsque demande lui en est faite et que le droit prévu est acquitté, et après que le demandeur s’est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut délivrer une licence de restaurant au propriétaire ou à l’exploitant de tout restaurant qui, de l’avis de la Commission,

(a) is conducted in premises having sufficient floor space for the purpose,

(b) has a kitchen and dining area of such a size, and is so equipped with cooking utensils, tables, chairs, tableware, dishes and other facilities, as to be suitable to accommodate and seat not less than 25 patrons thereof,

(c) offers food of good quality and in adequate quantity that is cooked or prepared and served with reasonable efficiency and in a clean and sanitary manner, and

(d) is otherwise conducted as required by the regulations and is deemed by the Board to be in every respect a restaurant of the best kind and to conform to such a high standard as to warrant the issue of a restaurant licence.

**86** A restaurant licence authorizes the licensee to purchase beer and wine from the Corporation and to sell the beer and wine so purchased for consumption only in the restaurant, together with meals, by persons of either sex who are of the full age of nineteen years and are not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor.

**87** No restaurant licence shall be issued to any applicant until he has furnished evidence satisfactory to the Board that he will make and continue to make the purveyance of food in the restaurant designated in his application his chief business and source of revenue with respect thereto.

### Section 31

The existing provision reads as follows:

**88** Upon application therefor and payment of the prescribed fee and upon compliance with the provisions of this Act and the regulations, the Board may issue a dining-room licence to the proprietor or operator of any hotel dining-room or other dining-room that in the opinion of the Board meets the requirements set forth in sections 85 and 87 with respect to restaurants and such other requirements as the Board may by regulation prescribe with respect to dining-room licences.

### Section 32

Provisions in relation to the issuance of a dining-room licence are added to the *Liquor Control Act*.

### Section 33

The amendment is consequential on the amendment made in section 69 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**89(3)** Where the dining-room of a dining-room licensee is within the premises of a hotel or motel, the dining-room licensee

a) est exploité dans un local dont la superficie à cette fin est suffisante,

b) à une cuisine et une salle à manger dont les dimensions ainsi que l'aménagement en articles de cuisine, tables, chaises, articles de table, vaisselle et autres articles permettent d'accueillir au moins trente clients assis,

c) offre des aliments de bonne qualité et en quantité convenable, cuits ou apprêtés, et servis de manière acceptable et d'une manière propre et hygiénique, et

d) est, par ailleurs, administré conformément aux règlements et qui est jugé par la Commission comme étant, sous tous ses aspects, un restaurant de la meilleure classe et qui répond à des normes de qualité élevées pour permettre l'octroi d'une licence de restaurant.

**86** Une licence de restaurant autorise son titulaire à acheter à la Société de la bière et du vin et à vendre cette bière et ce vin à des fins de consommation dans le restaurant seulement, avec les repas, par des personnes de l'un ou l'autre sexe âgées de dix-neuf ans révolus qui ne sont pas privées du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques.

**87** Aucune licence de restaurant ne doit être délivrée à un demandeur tant qu'il n'a pas donné de preuve satisfaisante à la Commission qu'il fera et continuera de faire du service des aliments, dans le restaurant spécifié dans la demande, son entreprise principale et sa source principale de revenu provenant de ce restaurant.

### Article 31

La disposition actuelle se lit comme suit:

**88** Lorsque demande lui en est faite et que le droit prévu est acquitté et après que le demandeur s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut délivrer une licence de salle à manger à tout propriétaire ou exploitant d'une salle à manger d'hôtel ou de toute autre salle à manger qui, de l'avis de la Commission, satisfait aux prescriptions énoncées dans les articles 85 et 87 relatives aux restaurants ainsi qu'aux autres conditions relatives aux licences de salle à manger que la Commission peut prescrire par règlement.

### Article 32

Adjonction de dispositions à la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la délivrance d'une licence de salle à manger.

### Article 33

Modification corrélative à la modification faite à l'article 69 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**89(3)** Lorsque la salle à manger du titulaire d'une licence de salle à manger fait partie d'un hôtel ou d'un motel, ce titulaire

may sell the liquor purchased from the Corporation under the authority of subsection (1) to *bona fide* registered guests of the hotel or motel, if such liquor is served to the registered guest in his hotel or motel room and if such registered guest is of the full age of nineteen years and is not otherwise disqualified under this Act from having or consuming liquor.

#### Section 34

The amendment removes the requirement under the *Liquor Control Act* that an applicant for a lounge licence must hold a dining-room licence. The existing provision reads as follows:

**90(1)** Upon application therefor by the holder of a dining room licence, upon payment of the prescribed fee and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue to the applicant a lounge licence if, in the opinion of the Commission,

(a) the premises in which it is proposed to operate the lounge are adequate for the purpose and will readily permit compliance with this Act by the licensee, and

(b) the location and character of the dining room with respect to which the applicant holds or has applied for a dining room licence makes it desirable to issue the lounge licence.

**90(2)** Except as in this Act otherwise specifically provided, the Board shall not issue a lounge licence in respect of any premises unless the dining-room with respect to which the applicant holds or has applied for a lounge licence is so located that food may readily be procured by patrons of the lounge for consumption either in the dining-room or in the lounge.

#### Sections 35 and 36

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to a cabaret licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**92** Upon application therefor and payment of the prescribed fee and upon compliance with this Act and the regulations the Board may issue to the applicant a cabaret licence if, in the opinion of the Board, the premises in which it is proposed to have the cabaret are suitable and adequate for the purpose of providing the patrons thereof

(a) entertainment authorized pursuant to a licence issued under section 63.01;

(b) as much space as required by the Board for social dancing, with the requisite musical accompaniment, and

(c) a high standard of dining,

peut vendre de la boisson alcoolique achetée à la Société en application du paragraphe (1) à tout client véritablement inscrit à l'hôtel ou au motel si cette boisson est servie au client dans sa chambre d'hôtel ou de motel et si ce client a dix-neuf ans révolus et n'est pas par ailleurs privé du droit, en application de la présente loi, d'avoir ou de consommer des boissons alcooliques.

#### Article 34

Modification supprimant l'obligation en vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools*, pour le requérant d'une licence de salon-bar, d'être titulaire d'une licence de salle à manger. La disposition actuelle se lit comme suit:

**90(1)** Lorsque demande lui est faite par le titulaire d'une licence de salle à manger, que le droit prévu est acquitté et que le requérant s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut lui délivrer une licence de salon-bar si elle estime

a) que l'établissement où il se propose d'exploiter le salon-bar convient à cette fin et permet au titulaire de se conformer facilement à la présente loi, et

b) que l'octroi d'une licence de salon-bar est souhaitable en raison de l'emplacement et des particularités de salle à manger pour laquelle le requérant détient ou a demandé une licence de salle à manger.

**90(2)** Sauf dispositions contraires expresses de la présente loi, la Commission ne doit pas délivrer de licence de salon-bar pour un établissement quelconque à moins que la salle à manger pour laquelle le requérant détient ou a demandé une licence de salon-bar ne soit située de manière à permettre aux clients du salon-bar de se procurer facilement des aliments pour consommation soit dans la salle à manger soit dans le salon-bar.

#### Articles 35 et 36

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de cabaret. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**92** Lorsque la demande lui en est faite et que le droit prévu est acquitté, et après que le requérant s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut lui délivrer une licence de cabaret si, de l'avis de la Commission, l'établissement dans lequel il se propose d'avoir un cabaret est approprié et convenable aux fins de fournir aux clients

a) des spectacles autorisés en vertu d'une licence délivrée en application de l'article 63.01;

b) autant d'espace que la Commission en exige pour permettre de danser en société au son d'une musique appropriée, et

c) des dîners de classe supérieure,

and will readily permit compliance with this Act by the licensee.

**93** A cabaret licence authorizes the licensee to purchase from the Corporation liquor of all kinds and to sell the liquor so purchased for consumption only in the cabaret, with or without meals, by persons of either sex who are of the full age of nineteen years and are not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor.

#### Sections 37 and 38

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to an outfitters licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**94(1)** Upon application therefor and payment of the prescribed fee, and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue an outfitters licence to the proprietor or operator of hunting or fishing camps or lodges catering to resident or non-resident sportsmen during the period of a year when fishing or hunting is permitted under the laws of the Province.

**94(2)** An outfitters licence authorizes the licensee to purchase liquor of all kinds in reasonable quantity from the Corporation, and to have and keep the same in and upon the premises of the licensee on which the hunting or fishing camps or lodges are situate, and to sell the same by the bottle to sportsmen then guests at the hunting or fishing camps or lodges for prices approved by the Board for consumption by the sportsman in and upon the premises of the licensee.

#### Section 39

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to a special premises licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**95(1)** The Board may issue a special premises licence to any person operating premises the use of which includes such sporting, recreational, cultural, theatrical or other similar activities as may be prescribed by regulation or approved by the Board.

**95(2)** A special premises licence authorizes the licensee to purchase liquor from the Corporation and shall specify the terms and conditions under which liquor may be served and sold.

#### Section 40

(a) and (b) Under the existing *Liquor Control Act* the Liquor Licensing Board may not issue dining-room licences and lounge licences in respect of trains that operate solely within the Province or in respect of dining cars or lounge cars

et permet au titulaire de la licence de se conformer facilement aux prescriptions de la présente loi.

**93** Une licence de cabaret autorise son titulaire à acheter à la Société des boissons alcooliques de toutes sortes et à vendre ces boissons à des fins de consommation dans le cabaret seulement, avec ou sans repas, par des personnes de l'un ou l'autre sexe qui ont dix-neuf ans révolus et qui ne sont pas par ailleurs privées du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques.

#### Articles 37 et 38

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de pourvoyeur. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**94(1)** Lorsque la demande lui en est faite et que le droit prévu est acquitté, et après que le demandeur s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut délivrer une licence de pourvoyeur au propriétaire ou à l'exploitant des camps ou chalets de chasse ou de pêche qui approvisionne les chasseurs et pêcheurs, résidents ou non, pendant la saison de l'année où la chasse ou la pêche est permise en application des lois de la province.

**94(2)** Une licence de pourvoyeur autorise son titulaire à acheter à la Société des boissons alcooliques de toutes sortes, en quantité raisonnable, à les avoir en sa possession et les garder sur les lieux visés par la licence du titulaire où se situent les camps ou chalets de chasse ou de pêche et à les vendre à la bouteille aux chasseurs ou pêcheurs pendant qu'ils sont des clients de ces camps ou chalets, à des prix approuvés par la Commission, et pour consommation sur place par ces chasseurs ou pêcheurs.

#### Article 39

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence d'établissement spécial. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**95(1)** La Commission peut délivrer une licence d'établissement spécial à toute personne qui exploite des locaux pouvant servir aux activités sportives, récréatives, culturelles, dramatiques ou autres activités similaires pouvant être prescrites par règlement ou approuvées par la Commission.

**95(2)** Une licence d'établissement spécial autorise son titulaire à acheter des boissons alcooliques à la Société et doit spécifier les modalités et conditions qui régissent le service et la vente de ces boissons.

#### Article 40

a) et b) En vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools* actuellement en vigueur, la Commission des licences et permis d'alcool ne délivre pas de licences de salle à manger et de salon-bar relativement aux trains qui ne desservent que la

operated as parts of such trains. These amendments remove these restrictions.

(c) The amendment is consequential on the amendment made in section 34 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**96(3)** The provisions of sections 88 to 91, excepting subsection 90(2) apply *mutatis mutandis* to a licence issued under subsection (1).

#### Sections 41 and 42

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to an airline licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**97** Notwithstanding any other provisions of this Act, upon application therefor to the Board and payment of the prescribed fee the Board may issue an airline licence to any corporation maintaining and operating a commercial airline passenger service in the Province.

**98(1)** An airline licence authorizes the licensee to purchase liquor of all kinds from the Corporation or elsewhere as may be authorized by the Board and to sell or serve the liquor so purchased to persons of the full age of nineteen years and not disqualified under this Act from consuming liquor while they are passengers on aircraft operated by the licensee on commercial airline flights in the Province.

**98(2)** The Board may authorize the airline licensee to purchase liquor for use in the Province elsewhere than from the Corporation in which event the provisions of section 99 apply *mutatis mutandis*.

#### Section 43

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to a ferry boat licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**98.1(1)** Notwithstanding any other provision of this Act, upon application therefor to the Board and payment of the prescribed fee the Board may issue a ferry boat licence to any corporation maintaining and operating a commercial ferry boat passenger service in the Province.

**98.1(2)** A ferry boat licence authorizes the licensee to purchase liquor of all kinds from the Corporation or elsewhere as may be authorized by the Board and to sell or serve the liquor so purchased to persons of the full age of nineteen years and not disqualified under this Act from consuming liquor while they are passengers on ferry boats operated by the licensee on commercial ferry boat voyages in the Province.

province ou à l'égard des voitures-restaurants ou des voitures-salons faisant partie de ces trains. Les présentes modifications suppriment ces restrictions.

c) Modification corrélative à la modification faite à l'article 34 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**96(3)** Les dispositions des articles 88 à 91, à l'exception de celles du paragraphe 90(2), s'appliquent *mutatis mutandis* à une licence délivrée en application du paragraphe (1).

#### Articles 41 et 42

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de ligne aérienne. La disposition actuelle se lit comme suit:

**97** Nonobstant toutes dispositions particulières de la présente loi, lorsque la demande lui en est faite et que le droit prévu est acquitté, la Commission peut délivrer une licence de ligne aérienne à toute corporation qui maintient et exploite un service commercial de transport aérien de passagers dans la province.

**98(1)** Une licence de ligne aérienne autorise son titulaire à acheter à la Société, ou ailleurs lorsque la Commission l'y autorise, des boissons alcooliques de toutes sortes et à vendre ou à servir ces boissons aux personnes âgées de dix-neuf ans révolus qui ne sont pas privées du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques alors que ces personnes sont les passagers d'un avion exploité par le titulaire de la licence durant un vol commercial de la ligne aérienne dans la province.

**98(2)** La Commission peut autoriser le titulaire d'une licence de ligne aérienne à acheter ailleurs qu'à la Société des boissons alcooliques destinées à être consommées dans la province et, le cas échéant, les dispositions de l'article 99 s'appliquent *mutatis mutandis*.

#### Article 43

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de traversier. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**98.1(1)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, lorsque demande lui en est faite et que le droit prévu a été acquitté, la Commission peut délivrer une licence de traversier à toute corporation qui assure et exploite un service commercial de traversier de passagers dans la province.

**98.1(2)** Une licence de traversier autorise son titulaire à acheter à la Société, ou ailleurs lorsque la Commission l'y autorise, des boissons alcooliques de toutes sortes et à vendre ou à servir ces boissons aux passagers à bord d'un traversier exploité par le titulaire durant un voyage commercial dans la province si ces personnes sont âgées de dix-neuf ans révolus et ne sont pas privées du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques.



**98.1(3)** The Board may authorize the ferry boat licensee to purchase liquor for use in the Province elsewhere than from the Corporation in which event the provisions of section 99 apply *mutatis mutandis*.

#### **Section 44**

Provisions in relation to the issuance of a special facility licence are added to the *Liquor Control Act*.

#### **Sections 45 and 46**

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to a Special Park Licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**100** The Board may issue a Special Park Licence to a person who has entered into an agreement with a Federal, Provincial or Municipal authority to provide food and liquor facilities in a Federal, Provincial, or Municipal park if that person

(a) applies to the Board,

(b) pays to the Board the prescribed fee, and

(c) complies with this Act and regulations with respect to licensed premises.

**101** A Special Park Licence authorizes the licensee to purchase liquor of all kinds from the Corporation and shall specify the terms and conditions under which liquor may be sold and served within the park.

#### **Section 47**

The heading "SPECIAL EVENTS LICENCE" is added to the *Liquor Control Act*.

#### **Section 48**

The amendment is consequential on the amendment made in section 54 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**104(3)** For the purpose of considering an application for any one or more club licences, the Board may cause an inspection or several inspections of the club premises to be made, and may inquire into all matters in connection with the constitution and operation of the club, and no licence shall be issued until the premises have been approved by the Board.

#### **Section 49**

The amendment is consequential on the amendment made in section 54 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**98.1(3)** La Commission peut autoriser le titulaire d'une licence de traversier à acheter ailleurs qu'à La Société des boissons alcooliques destinées à être consommées dans la province, auquel cas les dispositions de l'article 99 s'appliquent *mutatis mutandis*.

#### **Article 44**

Adjonction à la *Loi sur la réglementation des alcools* de dispositions relativement à la délivrance d'une licence d'établissement spécial.

#### **Articles 45 et 46**

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence spéciale de parc. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**100** La Commission peut délivrer une licence spéciale de parc à une personne qui a conclu, avec une autorité fédérale, provinciale ou municipale, un accord prévoyant la fourniture d'aliments et de boissons alcooliques dans un parc fédéral, provincial ou municipal si cette personne

a) en fait la demande,

b) verse à la Commission le droit prévu, et

c) se conforme aux dispositions de la présente loi et des règlements relatives à un établissement titulaire d'une licence.

**101** Une licence spéciale de parc autorise son titulaire à acheter à la Société des boissons alcooliques de toutes sortes et énonce les modalités et conditions auxquelles sont soumis la vente et le service des boissons alcooliques dans le parc visé par la licence.

#### **Article 47**

La rubrique «LICENCE POUR UN ÉVÈNEMENT SPÉCIAL» est ajoutée à la *Loi sur la réglementation des alcools*.

#### **Article 48**

Modification corrélative à la modification faite à l'article 54 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**104(3)** Pour l'étude d'une demande en vue d'une ou de plusieurs licences de club, la Commission peut faire une ou plusieurs inspections des locaux de club, et elle peut enquêter sur toutes les questions relatives à la constitution et à l'administration du club, et aucune licence ne doit être délivrée tant que les locaux n'ont pas été approuvés par la Commission.

#### **Article 49**

Modification corrélative à la modification faite à l'article 54 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**106** A club licence authorizes the licensee to purchase from the Corporation liquor of all kinds and to sell the liquor so purchased, with or without meals, for consumption in the area designated in the licence by persons of either sex who are of the full age of nineteen years and are not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor.

#### **Section 50**

The amendment is consequential on the amendment made in section 54 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**108** Unless it sooner expires or is cancelled, a club licence issued by the Board becomes void and is determined if and when the club to which it was issued ceases to carry on operation, or ceases to be qualified as a club within the meaning of this Act and the regulations.

#### **Sections 51 and 52**

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to a trade and convention centre licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**109.1(1)** Upon application therefor and payment of the prescribed fee and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue a trade and convention centre licence to the proprietor or operator of a trade and convention centre that in the opinion of the Board

(a) is conducted in premises having sufficient floor space and accommodation for the purposes of a trade and convention centre, including a seating capacity of not less than one thousand persons as established by the Fire Marshall,

(b) has a kitchen and dining area of such a size, and is so equipped with cooking facilities, utensils, tables, chairs, tableware, dishes and other facilities, so as to be suitable to accommodate and seat not less than one thousand persons,

(c) offers for the purposes of a trade and convention centre food of good quality and in adequate quantity that is cooked or prepared and served with reasonable efficiency and in a clean and sanitary manner,

(d) is otherwise conducted as required by the regulations and is considered by the Board to be in every respect a trade and convention centre of the kind and standard as to warrant the issuance of a trade and convention centre licence.

**109.1(2)** A trade and convention centre licence authorizes the trade and convention centre licensee to purchase from the Corporation liquor of all kinds and to sell or serve liquor so purchased, with or without meals, for consumption in those areas of the premises of the licensee, at such functions, during such

**106** Une licence de club autorise son titulaire à acheter à la Société des boissons alcooliques de toutes sortes et à les vendre, avec ou sans aliments, à des fins de consommation dans l'établissement désigné dans la licence par des personnes de l'un ou l'autre sexe, âgées de dix-neuf ans révolus, qui ne sont pas par ailleurs privées du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques.

#### **Article 50**

Modification corrélatrice à la modification faite à l'article 54 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**108** À moins qu'elle n'expire ou ne soit annulée préalablement, toute licence de club délivrée par la Commission devient nulle et prend fin dès que le club auquel elle a été délivrée cesse d'être exploité ou d'être reconnu comme club au sens de la présente loi et des règlements.

#### **Articles 51 et 52**

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de commerce et de congrès. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**109.1(1)** Lorsque demande lui en est faite, que le droit prévu est acquitté et que les dispositions de la présente loi et des règlements ont été observées, la Commission peut délivrer une licence de centre de commerce et de congrès au propriétaire ou à l'exploitant d'un centre de commerce et de congrès qui, de l'avis de la Commission,

a) est exploité dans des locaux dont la superficie et les installations sont suffisantes aux fins d'un centre de commerce et de congrès et peuvent accueillir mille personnes assises au moins selon l'évaluation du prévôt des incendies,

b) a une cuisine et une salle à dîner dont les dimensions et les installations ainsi que l'équipement en articles de cuisine, tables, chaises, articles de table, vaisselle et autres articles permettent d'accueillir au moins 1000 personnes assises,

c) offre aux fins d'un centre de commerce et de congrès des aliments de bonne qualité et en quantité convenable, cuits ou apprêtés et servis avec une efficacité raisonnable et d'une manière propre et hygiénique,

d) est par ailleurs administré conformément aux règlements et est jugé par la Commission comme étant, sous tous ses aspects, un centre de commerce et de congrès qui, par sa classe et les normes de qualité auxquelles il répond, justifie la délivrance d'une licence de centre de commerce et de congrès.

**109.1(2)** Une licence de centre de commerce et de congrès autorise son titulaire à acheter à la Société des boissons alcooliques de toutes sortes et à les vendre ou les servir à des fins de consommation avec ou sans repas, dans les endroits de l'établissement du titulaire, aux occasions, durant les heures et suivant

hours and under such terms and conditions as are approved by the Board, by persons who are of the full age of nineteen years and are not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor.

**109.1(3)** Notwithstanding section 69, a trade and convention centre licence may be issued to an operator of a trade and convention centre who is not the true owner or lessee thereof if the Board is satisfied that the applicant possesses the concession or authority of the true owner or lessee to manage or operate the trade and convention centre.

**109.1(4)** Notwithstanding subsection 129(1), where liquor is purchased in a trade and convention centre credit may be given to the purchaser for the sale price of liquor if the sale price of the liquor and of the accompanying meal, if any, are charged to the purchaser under established credit arrangements approved by the Board.

#### **Section 53**

The heading “FORCES CANTEEN LICENCE” is repealed.

#### **Section 54**

(a) The existing provision reads as follows:

**110(1)** If authorized by the regulations and in respect of canteens in camps, armouries, barracks, bases or stations of the components of the Canadian Forces, both regular and reserve under the direct supervision and control of the respective forces, and in quarters of the Royal Canadian Mounted Police, the Board may grant a forces canteen licence in accordance with this Act and the regulations to the person in control of the canteen.

(b) The existing provision reads as follows:

**110(2)** A forces canteen licence to sell liquor is authority for the forces canteen licensee named therein to purchase liquor from the Corporation and, in that part of the canteen set out in the licence, to have and keep the liquor so purchased and to sell it to persons not disqualified under this Act, for consumption on the premises, but the purchase, having, keeping, sale and consumption shall be in accordance with the Act and the regulations, and not otherwise.

#### **Section 55**

The existing provision reads as follows:

**111(2)** A forces canteen licence is subject to such terms, conditions, limitations and restrictions as may be prescribed.

#### **Section 56**

The heading “CATERING LICENCE” is added to the *Liquor Control Act*.

les modalités agréés par la Commission, à des personnes âgées de dix-neuf ans révolus qui ne sont pas par ailleurs privées du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques.

**109.1(3)** Nonobstant l'article 69, une licence de centre de commerce et de congrès peut être délivrée à un exploitant d'un centre de commerce et de congrès qui n'est ni le vrai propriétaire ni le locataire dudit centre si la Commission est convaincue que le requérant en a la concession ou l'autorisation du vrai propriétaire ou locataire pour gérer ou exploiter le centre de commerce et de congrès.

**109.1(4)** Nonobstant le paragraphe 129(1), l'achat à crédit de boissons alcooliques dans un centre de commerce et de congrès est permis si le prix de vente de boissons alcooliques et du repas l'accompagnant, s'il y a lieu, est facturé à l'acheteur selon des ententes de vente à crédit établies, approuvées par la Commission.

#### **Article 53**

La rubrique «LICENCE DE CANTINE» est abrogée.

#### **Article 54**

a) La disposition actuelle se lit comme suit:

**110(1)** Lorsque les règlements l'y autorisent et à l'égard des cantines exploitées dans les camps, salles d'exercices, casernes, bases ou stations des unités des Forces canadiennes, régulières ou de réserve, relevant de l'administration ou de l'autorité de ces Forces, et de celles qui sont exploitées dans des locaux de la Gendarmerie royale du Canada, la Commission peut délivrer, conformément à la présente loi et aux règlements, une licence de cantine à la personne qui en a la charge.

b) La disposition actuelle se lit comme suit:

**110(2)** Une licence de cantine pour la vente des boissons alcooliques constitue l'autorisation du titulaire qui y est nommé désigné d'acheter des boissons alcooliques à la Société et d'avoir et de garder ces boissons, dans la partie de la cantine désignée sur la licence, et de les vendre sur les lieux à des personnes qui ne sont pas privées du droit de consommer, en application de la présente loi, mais l'achat, la possession, la garde, la vente et la consommation doivent se faire conformément à la présente loi et aux règlements, et pas autrement.

#### **Article 55**

La disposition actuelle se lit comme suit:

**111(2)** Une licence de cantine est assujettie à toutes les conditions, limitations et restrictions qui peuvent être prescrites.

#### **Article 56**

Adjonction à la *Loi sur la réglementation des alcools* de la rubrique «LICENCE DE TRAITEUR».

## Section 57

The existing provision reads as follows:

**111.1(1)** Upon application therefor and payment of the prescribed fee and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue a catering licence to any person licensed under section 63 who provides a public food service under such licence.

## Section 58

Provisions contained in the *Liquor Control Act* in relation to an excursion boat licence are repealed. The existing provisions read as follows:

**111.2(1)** Upon application therefor and payment of the prescribed fee and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue an excursion boat licence to any person who operates within the province an excursion boat that

(a) has a minimum seating capacity of forty persons, and

(b) is licensed under Part 15 of the *Canada Shipping Act*, Chapter S-9 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

**111.2(2)** An excursion boat licence authorizes the licensee to purchase liquor of all kinds from the Corporation and to sell or serve the liquor so purchased to persons of the full age of nineteen years who are not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor

(a) while they are passengers on an excursion boat in respect of which a licence is issued under this Act, and

(b) during the period of time from thirty minutes before the boat is scheduled to depart for an excursion until thirty minutes before the completion of the excursion.

## Section 59

The heading "IN-HOUSE BREWERY LICENCE" is added to the *Liquor Control Act*.

## Section 60

The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**111.3(1)** Upon application therefor and payment of the prescribed fee and upon compliance with this Act and the regulations, the Board may issue an in-house brewery licence to a person

## Article 57

La disposition actuelle se lit comme suit:

**111.1(1)** Lorsque demande lui en est faite, que le droit prévu est acquitté et que les dispositions de la présente loi et des règlements ont été observées, la Commission peut délivrer une licence de traiteur à toute personne titulaire d'une licence en vertu de l'article 63 fournissant au public un service d'alimentation en vertu de cette licence.

## Article 58

Abrogation des dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* relativement à la licence de bateau d'excursion. La disposition actuelle se lit comme suit:

**111.2(1)** Lorsque demande lui en est faite, que le droit prévu est acquitté et que les dispositions de la présente loi et des règlements ont été observées, la Commission peut délivrer une licence de bateau d'excursion à toute personne qui exploite dans la province un bateau d'excursion

a) pouvant accommoder au moins quarante personnes assises, et

b) muni d'un permis délivré en vertu de la Partie 15 de la *Loi sur la marine marchande*, chapitre S-9 des Statuts révisés du Canada de 1970.

**111.2(2)** Une licence de bateau d'excursion autorise son titulaire à acheter à la Société des boissons alcooliques de toutes sortes et à les vendre ou servir à des personnes âgées de dix-neuf ans révolus qui ne sont pas privées du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques

a) lorsqu'elles montent à bord d'un bateau d'excursion visé par une licence délivrée en vertu de la présente loi, et

b) au cours de la période de temps à compter de trente minutes avant l'heure fixée pour le départ du bateau pour une excursion jusqu'à trente minutes avant la fin de l'excursion.

## Article 59

Adjonction à la *Loi sur la réglementation des alcools* de la rubrique «LICENCE DE BRASSERIE-MAISON».

## Article 60

Modification corrélatrice à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**111.3(1)** Lorsque demande lui en est faite et que le droit prévu est acquitté et après que le demandeur s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut délivrer une licence de brasserie-maison à une personne

(b) who holds a subsisting tavern licence or beverage room licence, and

b) détentrice d'une licence de taverne ou d'une licence de salon de consommation non périmée, et

...

...

#### Section 61

(a) The existing provision reads as follows:

**112(2)** Any person who is not a minor may apply for a licence under subsection (5) and the application shall be accompanied

(a) by the prescribed fee for the licence and the identification card issued by the Board to the licensee,

(b) subject to subsection (3), by a recommendation as to the character and habits of the applicant and his suitability to have the licence, signed by at least two residents of the Province known and acceptable to the Board, and

(c) by a certificate of good health signed by a medical practitioner.

(b) The existing provision reads as follows:

**112(3)** Where the applicant held a waiter's licence during the next preceding licence period, the recommendation to which paragraph (2)(b) refers is not required.

(c) The amendment is consequential on the amendment made in section 28 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**112(4)** This section does not prohibit a person who is nineteen years of age or older and who is not the holder of a waiter's licence from serving liquor

(a) in a licensed restaurant or licensed dining room, or

...

#### Section 62

The heading "DISTILLER'S LICENCE OR WINERY LICENCE" is added to the *Liquor Control Act*.

#### Section 63

The heading "SACRAMENTAL WINE VENDOR'S LICENCE" is added to the *Liquor Control Act*.

#### Article 61

a) La disposition actuelle se lit comme suit:

**111(2)** Toute personne ayant atteint l'âge légal peut présenter une demande de permis en application du paragraphe (5), qui doit être accompagnée

a) du droit prescrit pour le permis et la carte d'identité délivrés par la Commission au titulaire du permis,

b) sous réserve du paragraphe (3), d'une recommandation portant sur la moralité et les habitudes du requérant et sur son aptitude à devenir titulaire d'un permis, signée par au moins deux résidents de la province, connus de la Commission et acceptés par elle, et

c) d'un certificat de santé signé par un médecin.

b) La disposition actuelle se lit comme suit:

**112(3)** Lorsque le requérant était titulaire d'un permis de serveur au cours de la période de permis immédiatement précédente, la recommandation visée par l'alinéa (2)b) n'est pas requise.

c) Modification corrélative à la modification faite à l'article 28 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**112(4)** Le présent article n'interdit pas à une personne âgée de dix-neuf ans ou plus non titulaire d'un permis de serveur de servir des boissons alcooliques

a) dans un restaurant ou une salle à manger titulaire d'une licence, ou

...

#### Article 62

Adjonction à la *Loi sur la réglementation des alcools* de la rubrique «PERMIS DE DISTILLATEUR OU PERMIS DE FABRICANT DE VIN».

#### Article 63

Adjonction à la *Loi sur la réglementation des alcools* de la rubrique «LICENCE DE VENDEUR DE VIN POUR FINS DU CULTE».

#### Section 64

The amendment is consequential on the amendment made in section 28 of this amending Act. The existing provision reads as follows:

**125(1)** The Board shall not issue a restaurant licence or a dining-room licence unless it is satisfied that the sale of liquor in the premises operated by the licensee under the licence will be incidental to the service of meals therein and not the main source of revenue derived from the operation of the licensed premises.

#### Section 65

The amendments are consequential on the amendments made in sections 15 and 21 of this amending Act. The existing provisions read as follows:

**126(1)** Subject to section 79, no person under the age of nineteen years shall enter, be in, or remain in, a licensed tavern or a licensed beverage room.

**126(3)** The proprietor or operator of a licensed tavern, beverage room or lounge shall not permit or authorize any person under the age of nineteen years to enter, be in, or remain in, the tavern, beverage room or lounge except as provided in subsections (1) and (2).

#### Section 66

The amendment replaces the reference to “proprietor” in section 126.1 of the English version of the *Liquor Control Act* with a reference to “owner”. The existing provision reads as follows:

**126.1** Notwithstanding any other provision of this Act, a person under the age of nineteen years may enter, be in or remain in, and a proprietor or operator may permit a person under the age of nineteen years to enter, be in or remain in, a licensed lounge for purposes of his employment.

#### Section 67

(a) The existing provision reads as follows:

**127(1)** No person who holds a licence under this Act shall sell or cause or permit to be sold upon the licensed premises any liquor,

(a) except during the hours and on the days when it may be lawfully sold,

(b) of a kind that is not lawful for him to sell under his licence, and

(c) of a quality not satisfactory to the Board.

#### Article 64

Modification corrélatrice à la modification faite à l'article 28 de la présente loi modificative. La disposition actuelle se lit comme suit:

**125(1)** La Commission ne doit pas délivrer de licence de restaurant ou de licence de salle à manger à moins de s'être assurée que, dans les établissements exploités par le titulaire de la licence, la vente des boissons alcooliques est accessoire au service des repas et n'est pas la source principale des revenus découlant de l'exploitation de ces établissements.

#### Article 65

Modification corrélatrice aux modifications faites aux articles 15 et 21 de la présente loi modificative. Les dispositions actuelles se lisent comme suit:

**126(1)** Sous réserve de l'article 79, nulle personne de moins de dix-neuf ans ne doit entrer, se trouver ni rester dans une taverne ou un salon de consommation, titulaires d'une licence.

**126(3)** Le propriétaire ou l'exploitant d'une taverne, d'un salon de consommation ou d'un salon-bar titulaires d'une licence ne doit donner à une personne de moins de dix-neuf ans la permission ou l'autorisation d'entrer, de se trouver ni de rester dans la taverne, le salon de consommation ou le salon-bar sauf conformément aux dispositions des paragraphes (1) et (2).

#### Article 66

Modification pour remplacer la mention «proprietor» à l'article 126.1 de la version anglaise de la *Loi sur la réglementation des alcools* par la mention «owner». La disposition actuelle se lit comme suit:

**126.1** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, une personne de moins de dix-neuf ans peut entrer, se trouver et rester dans un salon-bar titulaire d'une licence et le propriétaire ou l'exploitant peut lui permettre d'y entrer, de s'y trouver et d'y rester pour les besoins de son emploi.

#### Article 67

a) La disposition actuelle se lit comme suit:

**127(1)** Nul titulaire d'une licence délivrée en application de la présente loi ne doit vendre ni faire vendre ou permettre de vendre des boissons alcooliques dans un établissement titulaire d'une licence,

a) en dehors des heures et des jours où la vente en est autorisée,

b) s'il s'agit d'une sorte de boissons dont sa licence n'autorise pas la vente, et

c) s'il s'agit d'une qualité de boissons dont la Commission n'est pas satisfaite.

(b) The existing provision reads as follows:

**127(2)** The Board may by order prescribe the hours of sale for the purpose of subsection (1), and may by order prescribe tolerance periods during which persons may, after the closing hour prescribed for the sale of liquor finish the consumption of liquor sold and served to them prior to the closing hour.

#### **Section 68**

Under the existing *Liquor Control Act* a licensed premises can not be open during polling hours on a day on which a general federal, provincial or municipal election occurs in the Province. The amendment permits a licensed premises to open during polling hours on a day on which a general provincial or municipal election occurs in the Province.

#### **Section 69**

A provision in relation to the sale of liquor to registered guests of a hotel is added to the *Liquor Control Act*. "Hotel" is defined in the *Liquor Control Act* as follows:

"hotel" means a place where the public may, for a consideration, obtain sleeping accommodation, with or without meals;

#### **Section 70**

The existing provision reads as follows:

**130** Except as provided in this Act or in the regulations, liquor purchased from the holder of a license of any of the classes mentioned in section 63, shall not be consumed elsewhere than in the licensed premises in which it is purchased.

#### **Section 71**

The references to constables and inspectors in section 131.1 of the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**131.1** Where a person who appears to be under nineteen years of age requests to purchase liquor or beer from a licensee under this Act, or where such person requests to be given any liquor or beer, a constable or an inspector may demand that proof of age satisfactory to him be produced by the person making the request, and in any such case an identification permit issued to the person making the request shall be taken to be satisfactory proof of age.

#### **Section 72**

(a) The references to constables and inspectors in subsection 137(3.1) of the *Liquor Control Act* are replaced with a

b) La disposition actuelle se lit comme suit:

**127(2)** La Commission peut, par arrêté, prescrire les heures de vente aux fins du paragraphe (1) ainsi que les détails de tolérance durant lesquels les clients peuvent, après l'heure de fermeture prescrite, finir de consommer la boisson alcoolique qui leur a été vendue et servie avant la fermeture.

#### **Article 68**

En vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools* actuelle, un établissement titulaire d'une licence ne doit pas être ouvert durant les heures de vote le jour où a lieu une élection générale dans la province, que ce soit une élection fédérale, provinciale ou municipale. La modification autorise l'ouverture d'un établissement titulaire d'une licence durant les heures de vote le jour où a lieu une élection générale provinciale ou municipale dans la province.

#### **Article 69**

Adjonction à la *Loi sur la réglementation des alcools* d'une disposition relativement à la vente de boissons alcooliques aux clients inscrits d'un hôtel. La définition «hôtel» à la *Loi sur la réglementation des alcools* se lit comme suit:

«hôtel» désigne un endroit où le public peut trouver logement, contre paiement, avec ou sans repas;

#### **Article 70**

La disposition actuelle se lit comme suit:

**130** Sauf dispositions contraires de la présente loi ou du règlement, les boissons alcooliques achetées au titulaire d'une licence de l'une des catégories énumérées à l'article 63 ne doivent pas être consommées hors de l'établissement titulaire d'une licence où elles sont achetées.

#### **Article 71**

Remplacement des mots agent de police et inspecteur par le mot agent de la paix à l'article 131.1 de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**131.1** Lorsqu'une personne qui semble avoir moins de dix-neuf ans demande à acheter une boisson alcoolique ou de la bière au titulaire d'une licence délivrée en application de la présente loi, ou lorsqu'elle demande que lui soit donnée une boisson alcoolique ou de la bière, un agent de police ou un inspecteur peut exiger qu'une preuve satisfaisante d'âge soit présentée par la personne qui fait la demande; dans des cas semblables, un permis d'identité délivré à la personne qui fait la demande doit être considéré comme une preuve satisfaisante d'âge.

#### **Article 72**

a) Remplacement des mots agent de police et inspecteur partout où ils apparaissent au paragraphe 137(3.1) de la *Loi*

reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**137(3.1)** If a person from whom a constable or inspector has demanded proof of age under section 131.1 refuses to furnish the proof, he shall not be served, and on demand of the constable or inspector he shall leave the licensed premises, and if he fails to do so he is guilty of an offence and the constable or inspector may eject him from the licensed premises.

(b) The amendment is consequential on the amendment made in section 15 of this amending Act.

### Section 73

The value of liquor for the purposes of subsection 153(1) of the *Liquor Control Act* is increased. The existing provision reads as follows:

**153(1)** A person who violates a provision of section 133 is guilty of an offence and liable on summary conviction,

(a) where the value of the liquor unlawfully found in his possession is less than twenty-five dollars, to a fine of not less than twenty-five dollars and not more than fifty dollars and in default of payment is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*, and

(b) where the value of the liquor unlawfully found in his possession is greater than twenty-five dollars, to a fine of not less than two hundred fifty dollars and not more than five hundred dollars, or to imprisonment for a period of not less than twenty five days and not more than fifty days, or both, and in default of payment is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.

### Section 74

The existing provision reads as follows:

**161.1(2)** The Director of Inspection and Investigation is responsible to the Board for the enforcement of this Act and the regulations in respect of licensed premises and shall act in a supervisory capacity with respect to inspectors.

### Section 75

Provisions regarding the designation of federal park wardens as peace officers for the purpose of enforcing specific provisions of the *Liquor Control Act* in national parks are added to the *Liquor Control Act*.

### Section 76

The references to constables and inspectors in section 162 of

*sur la réglementation des alcools* par le mot agent de la paix. La disposition actuelle se lit comme suit:

**137(3.1)** Si une personne à qui un agent de police ou un inspecteur a demandé une preuve d'âge en vertu de l'article 131.1, refuse de fournir cette preuve, elle ne doit pas être servie, et à la demande de l'agent de police ou de l'inspecteur, elle doit quitter l'établissement titulaire d'une licence, et si elle ne le quitte pas, elle est coupable d'une infraction et l'agent de police ou l'inspecteur peut l'expulser de l'établissement en question.

b) Modification corrélative à la modification faite à l'article 15 de la présente loi modificative.

### Article 73

La valeur des boissons alcooliques aux fins du paragraphe 153(1) de la *Loi sur la réglementation des alcools* est augmentée. La disposition actuelle se lit comme suit:

**153(1)** Quiconque enfreint toute disposition de l'article 133 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité,

a) lorsque la valeur des boissons alcooliques illégalement en sa possession est inférieure à vingt-cinq dollars, d'une amende de vingt-cinq dollars au moins et de cinquante dollars au plus et, à défaut de paiement, de la peine d'emprisonnement prévue au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*, et

b) lorsque la valeur des boissons alcooliques illégalement en sa possession est supérieure à vingt-cinq dollars, d'une amende de deux cent cinquante dollars au moins et de cinq cents dollars au plus, ou d'un emprisonnement de vingt-cinq jours au moins et de cinquante jours au plus, ou de l'une et l'autre peine et, à défaut de paiement, de la peine d'emprisonnement prévue au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

### Article 74

La disposition actuelle se lit comme suit:

**161.1(2)** Le directeur de l'inspection des enquêtes répond devant la Commission de l'exécution de la présente loi et des règlements relativement aux établissements titulaires d'une licence et dirige les inspecteurs.

### Article 75

Adjonction à la *Loi sur la réglementation des alcools* de dispositions concernant la désignation de gardiens de parcs du fédéral à titre d'agents de la paix aux fins d'exécution de dispositions spécifiques de la *Loi sur la réglementation des alcools* dans les parcs nationaux.

### Article 76

Remplacement des mots agent de police et inspecteur par le



the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**162** Any constable or inspector may arrest without warrant any person whom he finds committing an offence under this Act.

#### Section 77

The powers of an inspector under subsection 163(1) of the *Liquor Control Act* in respect of licensed premises are made applicable in respect of premises specified in a special occasion permit granted under the *Liquor Control Act*. The existing provision reads as follows:

**163(1)** Notwithstanding the *Summary Convictions Act*, an inspector appointed under Part V may, without a warrant, during normal business hours or at any other time during which the premises are open to the public, enter and inspect any licensed premises and any premises used in connection with and for the purposes of licensed premises, and, where he has reasonable and probable grounds to believe that liquor is being unlawfully kept or kept for unlawful purposes in such premises, may seize and remove the liquor.

#### Section 78

The existing provision reads as follows:

**167** Subject to section 170, where liquor has been seized by a constable or inspector under the authority of subsection 163(1) or the *Summary Convictions Act*, the constable or inspector shall retain the liquor until a charge has been laid under this Act concerning the seized liquor and the charge has been disposed of by a judge of the Provincial Court.

#### Section 79

The references to constables and inspectors in section 168 of the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**168** Subject to section 170, where a vehicle has been seized by a constable or inspector under the authority of the *Summary Convictions Act*, the constable or inspector may retain the vehicle until a charge has been laid under this Act concerning the seized vehicle and the charge has been disposed of by a judge of the Provincial Court.

#### Section 80

(a) The references to inspectors and constables in subsection 172(1) of the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

mot agent de la paix à l'article 162 de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**162** Tout agent de police ou inspecteur peut arrêter sans mandat toute personne qu'il trouve en train de commettre une infraction aux termes de la présente loi.

#### Article 77

Les pouvoirs d'un inspecteur en vertu du paragraphe 163(1) de la *Loi sur la réglementation des alcools* à l'égard d'un établissement titulaire d'une licence deviennent applicables à l'égard d'un établissement spécifié à un permis pour occasions spéciales accordé en vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**163(1)** Nonobstant la *Loi sur les poursuites sommaires*, un inspecteur nommé en vertu de la Partie V peut, sans mandat, durant les heures normales d'ouverture ou en tout autre temps où les lieux sont ouverts au public, pénétrer, inspecter et effectuer une perquisition dans tout établissement titulaire d'une licence et lorsqu'il a des motifs raisonnables et probables de croire que des boissons alcooliques y sont gardées illégalement ou à des fins illégales, il peut les saisir et les emporter.

#### Article 78

La disposition actuelle se lit comme suit:

**167** Sous réserve de l'article 170, lorsque de la boisson alcoolique est saisie par un agent de police ou un inspecteur sous l'autorité du paragraphe 163(1) ou de la *Loi sur les poursuites sommaires*, l'agent de police ou l'inspecteur doit la garder jusqu'à ce qu'une accusation soit portée en application de la présente loi concernant la boisson saisie et qu'un juge de la Cour provinciale ait statué sur cette accusation.

#### Article 79

Remplacement des mots agent de police et inspecteur partout où ils apparaissent à l'article 168 de la *Loi sur la réglementation des alcools* par le mot agent de la paix. La disposition actuelle se lit comme suit:

**168** Sous réserve de l'article 170, lorsqu'un véhicule est saisi par un agent de police ou un inspecteur sous l'autorité de la *Loi sur les poursuites sommaires*, l'agent de police ou l'inspecteur peut garder le véhicule jusqu'à ce qu'une accusation soit portée en application de la présente loi concernant le véhicule saisi et qu'un juge de la Cour provinciale ait statué sur cette accusation.

#### Article 80

a) Remplacement des mots inspecteur et agent de police par le mot agent de la paix au paragraphe 172(1) de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**172(1)** For the purpose of obtaining information concerning any matter relating to the administration or enforcement of this Act, any inspector or any constable or other officer may inspect the freight and express books and records, and all waybills, bills of lading, receipts and documents in the possession of any railway company, express company or other common carrier doing business within the Province, containing any information or record relating to any goods shipped or consigned or received for shipment or carried within the Province.

(b) The references to constables and inspectors in subsection 172(2) of the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**172(2)** Every railway company, express company, or common carrier, and every officer or employee of any such company or carrier, who neglects or refuses to produce and submit for inspection any book, record or document referred to in this section, when requested so to do by the Board or by a constable or inspector, is guilty of an offence.

#### **Section 81**

(a) The reference to inspectors in subsection 174(1) of the *Liquor Control Act* is replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**174(1)** Notwithstanding section 173, an inspector or a person authorized by the Chairman to act under this section may accept from any person under the age of nineteen years who is alleged to have been guilty, for the first time, of a violation of this Act or the regulations, the payment of a sum of money equal to the minimum fine or penalty prescribed for the violation for a first offence.

(b) The reference to inspectors in subsection 174(2) of the *Liquor Control Act* is replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**174(2)** Before an inspector or a person authorized by the Chairman to act under this section accepts payment of a sum of money as herein provided, he shall complete the form for the purpose provided by the Board including a description of the violation and section or regulation violated, have the person endorse his signature thereon, and tender a copy thereof to the person at the time of acceptance of the sum of money required.

(c) A provision is added to the *Liquor Control Act* requiring payments made under section 174 of the *Liquor Control Act*, together with a copy of the form provided for the purpose, to be remitted to the Liquor Licensing Board.

#### **Section 82**

The references to constables and inspectors in subsection 175(1) of the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**172(1)** Afin d'obtenir des renseignements relatifs à toutes questions qui se rapportent à l'application ou à l'exécution de la présente loi, tout inspecteur ou tout agent de police ou autre policier peut examiner les livres et registres des services de transport de marchandises et de messageries ainsi que les bordereaux d'expédition, les connaissements, les récépissés et documents en la possession de toute société de chemin de fer ou de messageries ou d'autres transporteurs publics exploitant leur entreprise dans la province, et contenant quelque renseignement ou inscription sur tout article expédié, consigné ou reçu aux fins d'expédition ou de transport dans la province.

b) Remplacement des mots agent de police et inspecteur par le mot agent de la paix au paragraphe 172(2) de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**172(2)** Est coupable d'une infraction toute société de chemin de fer ou de messagerie ou tout transporteur public, et tout dirigeant ou employé de ces sociétés, qui néglige ou refuse de produire ou soumettre à un examen tout livre, registre ou document visé par le présent article, lorsque la Commission, un agent de police ou un inspecteur en fait la demande.

#### **Article 81**

a) Remplacement du mot inspecteur par le mot agent de la paix au paragraphe 174(1) de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**174(1)** Nonobstant l'article 173, un inspecteur ou une personne autorisée par le président à agir en vertu du présent article peut accepter d'une personne âgée de moins de dix-neuf ans qui s'est présumément rendue coupable, pour la première fois, d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, le paiement d'une somme égale à celle de l'amende ou de la peine minimale prévue pour une première infraction.

b) Remplacement du mot inspecteur par le mot agent de la paix au paragraphe 174(2) de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**174(2)** Avant d'accepter une somme comme prévu au présent article, l'inspecteur ou une personne autorisée par le président à agir en vertu du présent article doit remplir la formule à cette fin fournie par la Commission, notamment la description de l'infraction et l'article ou le règlement enfreint, faire signer la formule par la personne en cause et lui en remettre une copie au moment de l'acceptation de la somme exigée.

c) Disposition ajoutée à la *Loi sur la réglementation des alcools* afin de requérir que les versements effectués en vertu de l'article 174 de la *Loi sur la réglementation des alcools* ainsi que la copie de la formule prévue à cette fin soient remis à la Commission des licences et permis d'alcool.

#### **Article 82**

Remplacement des mots agent de police et inspecteur par le mot agent de la paix au paragraphe 175(1) de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**175(1)** Where it is made to appear to the judge before whom a complaint under this Act is heard that the person charged was acting as a constable or inspector, whose duty it was to enforce this Act, or was acting under the instructions or authority of the Board, or the chief of a police force, for the purpose of enforcing any provision of this Act and of obtaining evidence upon which any person might be brought to justice, the defendant shall not be convicted.

### Section 83

(a) The references to police officers and constables in subsection 190(1) of the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**190(1)** A police officer or a constable or a person authorized by the Chairman to act under this section may, either before or after the institution of proceedings against a person for the violation of section 133 or section 136, where the value of the liquor involved in the violation did not exceed one hundred dollars, accept from the person alleged to have been guilty of the violation the payment of the sum of twenty-five dollars.

(b) The references to police officers and constables in subsection 190(2) of the *Liquor Control Act* are replaced with a reference to peace officers. The existing provision reads as follows:

**190(2)** Where a police officer or a constable or a person authorized by the Chairman to act under this section accepts payment under subsection (1) he shall deliver a receipt to the person alleged to have committed the violation showing the amount paid, the date of payment and the offence in respect of which the payment was made, and shall remit to the Board the amount so accepted together with a report in a form prescribed by the Board.

### Section 84

(a)(i) The existing provision reads as follows:

**200(1)** Upon the recommendation of the Board, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations

...

(e) respecting the conduct, management and equipment of any premises that are the subject of a licence or permit;

(a)(ii) Regulation-making power respecting the advertising of liquor is added to the *Liquor Control Act*.

(a)(iii) Regulation-making power respecting the amendment of permits and licences issued under the *Liquor Control Act*, including the variation of terms and conditions attached to such permits and licences is added to the *Liquor Control Act*.

**175(1)** Lorsqu'il est démontré au juge qui entend une plainte en application de la présente loi que l'accusé exerçait les fonctions d'agent de police ou d'inspecteur chargé de l'exécution de la présente loi ou agissait sur les instructions ou sous l'autorité de la Commission ou du chef d'un corps de police afin d'appliquer une disposition quelconque de la présente loi et de recueillir des preuves permettant de traduire une personne en justice, l'accusé ne doit pas être déclaré coupable de cette infraction.

### Article 83

a) Remplacement des mots officier de police et agent de police par le mot agent de la paix au paragraphe 190(1) de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**190(1)** Un officier de police ou un agent de police ou une personne autorisée par le président à agir en vertu du présent article peut, avant ou après avoir engagé des procédures contre une personne à la suite d'une violation des articles 133 ou 136, recevoir de la personne présumée coupable de la violation le versement de vingt-cinq dollars, si la valeur des boissons alcooliques faisant l'objet de la violation ne dépasse pas cent dollars.

b) Remplacement des mots officier de police et agent de police par le mot agent de la paix au paragraphe 190(2) de la *Loi sur la réglementation des alcools*. La disposition actuelle se lit comme suit:

**190(2)** Lorsqu'un officier de police ou un agent de police ou une personne autorisée par le président à agir en vertu du présent article reçoit le versement prévu par le paragraphe (1), il doit remettre à la personne qui est présumée avoir commis la violation un reçu indiquant la somme versée, la date du versement et l'infraction pour laquelle le versement a été effectué, et doit remettre à la Commission la somme ainsi reçue accompagnée d'un rapport établi en la forme que celle-ci prescrit.

### Article 84

a)(i) La disposition actuelle se lit comme suit:

**200(1)** Sur la recommandation de la Commission, le lieutenant-gouverneur peut établir des règlements

...

e) concernant la direction, la gestion et l'équipement de tout établissement faisant l'objet d'une licence ou d'un permis;

a)(ii) Adjunction à la *Loi sur la réglementation des alcools* du pouvoir d'établir des règlements concernant la publicité des boissons alcooliques.

a)(iii) Adjunction à la *Loi sur la réglementation des alcools* du pouvoir d'établir des règlements concernant la modification des permis et licences délivrés en vertu de la *Loi sur la réglementation des alcools*, y compris le changement des conditions faisant partie de ces permis et licences.

(b) The existing provision reads as follows:

**200(3)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) fixing the fee for any licence or permit, for which no fee is prescribed by this Act, and fixing the fee for any thing done, or permitted to be done, under this Act, or the regulations and for which no fees are otherwise provided herein;

...

**Section 85**

Transitional provisions.

**Section 86**

Provisions are added to the *New Brunswick Liquor Corporation Act* requiring all money received from the sale of liquor on behalf of the New Brunswick Liquor Corporation by agents of the Corporation to be paid to the Corporation.

**Section 87**

Commencement provision.

b) La disposition actuelle se lit comme suit:

**200(3)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) fixant les droits à acquitter pour toute licence ou tout permis dans le cas où ils ne sont pas prévus par la présente loi et fixant les droits à acquitter pour toute chose faite ou permise en vertu de la présente loi ou du règlement dans les cas où ils ne sont pas autrement prévus par la présente;

...

**Article 85**

Dispositions transitoires.

**Article 86**

Dispositions ajoutées à la *Loi sur la Société des alcools du Nouveau-Brunswick* exigeant que toutes les sommes provenant de la vente de boissons alcooliques au nom de la Société des alcools du Nouveau-Brunswick par des représentants de la Société soient versées à la Société.

**Article 87**

Entrée en vigueur.

**An Act to Amend the  
Liquor Control Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

**1 Section 1 of the Liquor Control Act, chapter L-10 of the Revised Statutes, 1973, is amended**

*(a) by repealing the definitions “airline licence” and “airline licensee”;*

**Loi modifiant la  
Loi sur la réglementation des alcools**

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

**1 *L’article 1 de la Loi sur la réglementation des alcools, chapitre L-10 des Lois révisées de 1973, est modifié***

*a) par l’adjonction après la définition «agent de contrôle des alcools» de ce qui suit:*

«agent de la paix» désigne

*a) un membre de la Gendarmerie royale du Canada,*

*b) un agent de police nommé en vertu de l’article 10, 11 ou 17.3 de la *Loi sur la police*,*

*c) un agent de police auxiliaire nommé en vertu de l’article 13 de la *Loi sur la police* lorsqu’il est accompagné ou sous la surveillance d’un agent de police visé à l’alinéa b) ou d’un membre de la Gendarmerie royale du Canada,*

*d) un inspecteur nommé en vertu de la présente loi,*

*e) un gendarme spécial surnuméraire nommé en vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (Canada) lorsqu’il agit dans les limites*

de la compétence d'un gendarme spécial sur-numéraire;

et s'entend également

*f) pour les fins de l'exécution des articles 132, 133, 134, 136 et des paragraphes 137(1) et (4) dans les parcs nationaux établis en vertu de la Loi sur les parcs nationaux (Canada), de tout gardien de parc au sens de la définition à la Loi sur les parcs nationaux (Canada) désigné par le Solliciteur général en vertu de l'article 161.2;*

*(b) by repealing the definitions "cabaret licence" and "cabaret licensee";*

*b) par l'abrogation de la définition «agent de police»;*

*(c) by repealing the definitions "club licence" and "club licensee" and substituting the following:*

*c) à la définition «cantine» par la suppression des mots «et «titulaire d'une licence de cantine» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre»;*

"club licence" means a licence issued under section 103 to a club or under section 110 in respect of a forces canteen and "club licensee" means the person named in any such subsisting licence;

*(d) by repealing the definition "constable";*

*d) à l'alinéa c) de la définition «établissement titulaire d'une licence» par la suppression des mots «d'une licence de bateau d'excursion délivrée en application de l'article 111.2» et leur remplacement par les mots «d'une licence d'établissement spécial délivrée en vertu de l'article 99.1»;*

*(e) by repealing the definitions "excursion boat licence" and "excursion boat licensee";*

*e) par l'abrogation des définitions «licence de bateau d'excursion» et «titulaire de licence de bateau d'excursion»;*

*(f) by repealing the definitions "ferry boat licence" and "ferry boat licensee";*

*f) par l'abrogation des définitions «licence de cabaret» et «titulaire d'une licence de cabaret»;*

*(g) in the definition "forces canteen" by striking out "and "canteen licensee" means the person named in a subsisting licence for any such mess or canteen;"*

*g) par l'abrogation des définitions «licence de centre de commerce et de congrès» et «titulaire d'une licence de centre de commerce et de congrès»;*

*(h) in the French version, by repealing the definitions "licence de salon de consommations" and "titulaire d'une licence de salon de consommations" and substituting the following:*

*h) par l'abrogation des définitions «licence de club» et «titulaire d'une licence de club» et leur remplacement par ce qui suit:*

“licence de salon de consommation” désigne une licence délivrée en application de l’article 83 et “titulaire d’une licence de salon de consommation” désigne la personne dont le nom figure sur une licence de ce genre;

*(i) in paragraph (c) of the definition “licensed premises” by striking out “an excursion boat licence issued under section 111.2” and substituting “a special facility licence issued under section 99.1”;*

*(j) by repealing the definitions “outfitters licence” and “outfitters licensee”;*

*(k) by adding after the definition “package” the following:*

“peace officer” means

*(a) a member of the Royal Canadian Mounted Police,*

*(b) a police officer appointed under section 10, 11 or 17.3 of the *Police Act*,*

*(c) an auxiliary police officer appointed under section 13 of the *Police Act* when accompanied by or under the supervision of a police officer referred to in paragraph (b) or a member of the Royal Canadian Mounted Police,*

*(d) an inspector appointed under this Act,*

*(e) a supernumerary special constable appointed under the *Royal Canadian Mounted Police Act* (Canada) while acting within the supernumerary special constable’s jurisdiction,*

and includes

*(f) for the purpose of enforcing sections 132, 133, 134, 136 and subsections 137(1) and (4) in national parks established under the *National**

«licence de club» désigne une licence délivrée en application de l’article 103 à un club ou en application de l’article 110 à l’égard d’une cantine et «titulaire d’une licence de club» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

*i) par l’adjonction après les définitions «licence de club» et «titulaire d’une licence de club» de ce qui suit:*

«licence d’établissement spécial» désigne une licence délivrée en application de l’article 99.1 et «titulaire d’une licence d’établissement spécial» désigne la personne dont le nom figure sur une licence non périmée de ce genre;

*j) par l’abrogation des définitions «licence de ligne aérienne» et «titulaire d’une licence de ligne aérienne»;*

*k) par l’abrogation des définitions «licence de pourvoyeur» et «titulaire d’une licence de pourvoyeur»;*

*Parks Act* (Canada), any park warden as defined in the *National Parks Act* (Canada) designated by the Solicitor General under section 161.2;

*(l) by repealing the definitions “restaurant licence” and “restaurant licensee”;*

*(m) by adding after the definitions “sale” and “sell” the following:*

“special facility licence” means a licence issued under section 99.1 and a “special facility licensee” means the person named in any such subsisting licence;

*(n) by repealing the definitions “tavern licence” and “tavern licensee”;*

*(o) by repealing the definitions “trade and convention centre licence” and “trade and convention centre licensee”.*

## **2 Section 7 of the Act is amended**

*(a) by repealing subsection (2) and substituting the following:*

7(2) The Chairman is responsible for the supervision and direction of the work and the staff of the Board and may, for such purposes, designate persons appointed under subsection (1) to act on behalf of the Chairman.

*(b) by adding after subsection (3) the following:*

7(3.1) At any time during the hours fixed by the Board for the sale or consumption of liquor in premises specified in a special occasion permit granted under section 47, an inspector may

*(a) enter the premises specified in the permit and any other premises connected or contiguous*

*l) par l’abrogation des définitions «licence de restaurant» et «titulaire d’une licence de restaurant»;*

*m) à la version française, par l’abrogation des définitions «licence de salon de consommations» et «titulaire d’une licence de salon de consommations» et leur remplacement par ce qui suit:*

«licence de salon de consommation» désigne une licence délivrée en application de l’article 83 et «titulaire d’une licence de salon de consommation» désigne la personne dont le nom figure sur une licence de ce genre;

*n) par l’abrogation des définitions «licence de taverne» et «titulaire d’une licence de taverne»;*

*o) par l’abrogation des définitions «licence de traversier» et «titulaire d’une licence de traversier».*

## **2 L’article 7 de la Loi est modifié**

*a) par l’abrogation du paragraphe (2) et son remplacement par ce qui suit:*

7(2) Le président est chargé de surveiller et de diriger les travaux et le personnel de la Commission et il peut, à ces fins, désigner des personnes nommées en vertu du paragraphe (1) pour agir en son nom.

*b) par l’adjonction après le paragraphe (3) de ce qui suit:*

7(3.1) Un inspecteur peut, en tout temps pendant les heures fixées par la Commission pour la vente ou la consommation de boissons alcooliques dans un établissement spécifié sur un permis pour occasions spéciales délivré en vertu de l’article 47,

*a) pénétrer dans l’établissement spécifié sur le permis et dans les autres établissements reliés ou*



to the premises specified in the permit that are related to the operation of the premises specified in the permit, and

*(b)* conduct an inspection of any such premises, whether alone or with the assistance of any persons under the inspector's direction, and examine and copy any records located in such premises.

**3** *Section 8 of the Act is amended by striking out "month" and substituting "fiscal year".*

**4** *Section 12 of the Act is amended*

*(a)* in paragraph (1)(a) by striking out "a licence of any of the classes mentioned in section 63" and substituting "a licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)";

*(b)* by adding after subsection (1) the following:

**12(1.01)** For the purpose of holding a hearing under paragraph (1)(a), the Chairman may, where no written objections are filed with respect to the issue of the licence, refer the application to a member of the Board designated, in writing, by the Chairman.

**12(1.02)** A member of the Board to whom an application is referred under subsection (1.01) shall, notwithstanding section 9, constitute the Board for the purpose of holding a hearing in respect of the application.

**12(1.03)** A member of the Board to whom an application is referred under subsection (1.01) has all the powers and duties of the Board under this Act, the regulations and any rules made by the Board under section 13 for the purpose of holding a hearing in respect of the application.

**12(1.04)** A member of the Board to whom an application is referred under subsection (1.01) shall

contigus à l'établissement spécifié sur le permis servant à l'exploitation de l'établissement spécifié sur le permis, et

*b)* procéder à l'inspection de ces locaux, seul ou avec l'aide de personnes sous ses ordres, et examiner les registres qui se trouvent dans ces locaux et en extraire des copies.

**3** *L'article 8 de la Loi est modifié par la suppression du mot «mois» et son remplacement par le mot «année financière».*

**4** *L'article 12 de la Loi est modifié*

*a)* à l'alinéa (1)a) par la suppression des mots «une licence appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 63» et leur remplacement par les mots «une licence appartenant à une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;

*b)* par l'adjonction après le paragraphe (1) de ce qui suit:

**12(1.01)** Pour les fins de la tenue d'une audience en vertu de l'alinéa (1)a), le président peut, lorsqu'aucune objection écrite à la délivrance de la licence n'a été déposée, soumettre la demande à un membre de la Commission désigné par écrit par le président.

**12(1.02)** Un membre de la Commission auquel une demande est soumise en vertu du paragraphe (1.01), nonobstant l'article 9, constitue la Commission aux fins de la tenue de l'audience relative à la demande.

**12(1.03)** Un membre de la Commission auquel une demande est soumise en vertu du paragraphe (1.01) possède tous les pouvoirs et devoirs de la Commission en vertu de la présente loi, des règlements et de toute règle établie par la Commission en vertu de l'article 13 aux fins de la tenue de l'audience relative à la demande.

**12(1.04)** Un membre de la Commission auquel une demande est soumise en vertu du paragraphe (1.01) doit

(a) when holding the hearing keep notes of the proceedings, including the evidence given, and

(b) within fifteen days after the date of the completion of the hearing deliver to the Board

(i) all documents that had been before the member at the hearing,

(ii) the member's notes of the proceedings, including the evidence given, and

(iii) the member's recommendation in respect of the issue of the licence.

12(1.05) A member of the Board to whom an application is referred under subsection (1.01) may, at the discretion of the member, refer the application to the Board for a hearing, in which case the Board shall hold a hearing into the matter in accordance with this section.

(c) in subsection (1.1) by striking out "mentioned in section 63" and substituting "referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)";

(d) by repealing subsection (2) and substituting the following:

12(2) Notwithstanding any other provision of this Act

(a) a person whose application for a licence is refused by the Board after a hearing by a member of the Board to whom the application was referred under subsection (1.01), or

(b) a person whose application for a licence, other than of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j), or whose application for the renewal of any licence is refused without a hearing,

may apply to the Board for a hearing, in which case the Board shall hold a hearing into the matter in accordance with this section.

a) lorsqu'il tient l'audience, établir un procès-verbal des débats, y compris de la preuve présentée, et

b) dans les quinze jours à compter de la date de la fin de l'audience remettre à la Commission

(i) tous les documents qui étaient devant le membre à l'audience,

(ii) le procès-verbal des débats établi par le membre, y compris de la preuve présentée, et

(iii) la recommandation du membre relativement à la délivrance de la licence.

12(1.05) Un membre de la Commission auquel une demande est soumise en vertu du paragraphe (1.01) peut, à la discrétion du membre, soumettre la demande à la Commission pour une audience, auquel cas la Commission doit tenir une audience sur la question conformément au présent article.

c) au paragraphe (1.1) par la suppression des mots «mentionnées à l'article 63» et leur remplacement par les mots «prévues à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;

d) par l'abrogation du paragraphe (2) et son remplacement par ce qui suit:

12(2) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi

a) une personne dont la demande d'une licence est rejetée par la Commission après la tenue d'une audience par un membre de la Commission à qui la demande a été soumise en vertu du paragraphe (1.01), ou

b) une personne dont la demande d'une licence ne relevant pas d'une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j), ou dont la demande de renouvellement d'une licence est rejetée sans audience,

peut demander une audience à la Commission, auquel cas la Commission doit tenir une audience sur la question en application du présent article.

**5 Paragraph 14(3)(a) of the Act is amended by striking out “a licence issued under section 63 or 63.01” and substituting “a licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j) or a licence issued under section 63.01”.**

**6 Paragraph 40(1)(c) of the Act is amended by striking out “a general Federal, Provincial, or Municipal election” and substituting “a general Federal election”.**

**7 The Act is amended by adding after section 40 the following:**

**40.1(1)** Notwithstanding any other provision of this Act, the Corporation may, where it believes the public can be better served, appoint upon such terms and conditions as the Corporation considers appropriate a person as an agent of the Corporation to sell liquor on behalf of the Corporation.

**40.1(2)** The provisions of this Act and the regulations relating to the sale of liquor by the Corporation and to a liquor store established by the Corporation for the sale of liquor apply *mutatis mutandis* to a person appointed as an agent of the Corporation under subsection (1) and to the premises or that part of the premises used by such person for the purpose of the sale of liquor.

**40.1(3)** No licence shall be issued under this Act to or for the benefit of a person appointed as an agent of the Corporation under subsection (1) or in respect of any premises in which such person holds an interest.

**40.2(1)** Notwithstanding any other provision of this Act, the Corporation may appoint upon such terms and conditions as the Corporation considers appropriate a brewer or a wine-maker who holds a subsisting brewer's licence issued under this Act or a subsisting winery licence issued under this Act as an agent of the Corporation to sell on behalf of the Corporation for consumption in a residence, beer

**5 L'alinéa 14(3)a) de la Loi est modifié par la suppression des mots «une licence délivrée en vertu de l'article 63 ou 63.01» et leur remplacement par les mots «une licence appartenant à une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j) ou une licence délivrée en vertu de l'article 63.01».**

**6 L'alinéa 40(1)c) de la Loi est modifié par la suppression des mots «une élection générale dans la province, que ce soit une élection fédérale, provinciale ou municipale,» et leur remplacement par les mots «une élection générale fédérale dans la province,»**

**7 La Loi est modifiée par l'adjonction après l'article 40 de ce qui suit:**

**40.1(1)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, la Société peut, lorsqu'elle croit que le public peut être mieux servi, nommer selon les modalités et conditions qu'elle estime appropriées une personne à titre de représentant de la Société pour vendre des boissons alcooliques au nom de la Société.

**40.1(2)** Les dispositions de la présente loi et des règlements concernant la vente de boissons alcooliques par la Société et un magasin de la Société établi par la Société pour la vente des boissons alcooliques s'appliquent *mutatis mutandis* à une personne nommée à titre de représentant de la Société en vertu du paragraphe (1) et aux locaux ou à la partie des locaux utilisés par cette personne aux fins de la vente de boissons alcooliques.

**40.1(3)** Aucune licence ne peut être délivrée en vertu de la présente loi à une personne ni au profit d'une personne nommée à titre d'agent de la Société en vertu du paragraphe (1) ou en faveur d'un établissement dans lequel cette personne détient un intérêt.

**40.2(1)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, la Société peut nommer aux conditions jugées appropriées par elle un brasseur ou un fabricant de vin titulaire d'un permis de brasseur non périmé délivré en vertu de la présente loi ou d'un permis de fabricant de vin non périmé délivré en vertu de la présente loi à titre de représentant de la Société pour vendre au nom de la Société pour

or wine, as the case may be, manufactured by the brewer or the wine-maker if such beer or wine is sold in unopened packages and within the brewery or the winery in respect of which the brewer's licence or the winery licence has been issued.

**40.2(2)** The provisions of this Act and the regulations relating to the sale of liquor by the Corporation and to a liquor store established by the Corporation for the sale of liquor apply *mutatis mutandis* to a brewer or a wine-maker appointed as an agent of the Corporation under subsection (1) and to that part of the brewery or the winery used by the brewer or the wine-maker for the purpose of the sale of beer or wine.

**40.2(3)** A brewer or a wine-maker appointed as an agent of the Corporation under subsection (1) shall in the returns referred to in subsections 114(1) and 115(1) differentiate between the amount of the sales of beer or wine as an agent of the Corporation and the amount of the sales of beer or wine to the Corporation.

**40.2(4)** Subsection 141(1) does not apply to a brewer or a wine-maker appointed as an agent of the Corporation under subsection (1).

**8** *Section 45 of the Act is amended by adding after subsection (5) the following:*

**45(6)** No person shall use false documents or a document identifying any other person for the purposes of applying for and obtaining an identification permit under this section.

**45(7)** No person shall allow the use of a document identifying such person by any other person for the purposes of applying for and obtaining an identification permit under this section.

**9** *Section 63 of the Act is repealed and the following is substituted:*

consommation dans une résidence, de la bière ou du vin, selon le cas, fabriqué par le brasseur ou le fabricant de vin si cette bière ou ce vin est vendu dans des emballages non ouverts et dans la brasserie ou la fabrique de vin à l'égard de laquelle le permis de brasseur ou le permis de fabricant de vin a été délivré.

**40.2(2)** Les dispositions de la présente loi et des règlements relatives à la vente de boissons alcooliques par la Société et à un magasin de la Société établi par la Société pour la vente des boissons alcooliques s'appliquent *mutatis mutandis* à un brasseur ou à un fabricant de vin nommé à titre de représentant de la Société en vertu du paragraphe (1) et à la partie de la brasserie ou de la fabrique de vin utilisée par le brasseur ou le fabricant de vin aux fins de la vente de bière ou de vin.

**40.2(3)** Un brasseur ou un fabricant de vin nommé à titre de représentant de la Société en vertu du paragraphe (1) doit dans les rapports visés aux paragraphes 114(1) et 115(1) différencier le montant des ventes de bière ou de vin à titre de représentant de la Société avec le montant des ventes de bière ou de vin à la Société.

**40.2(4)** Le paragraphe 141(1) ne s'applique pas à un brasseur ou à un fabricant de vin nommé à titre de représentant de la Société en vertu du paragraphe (1).

**8** *L'article 45 de la Loi est modifié par l'adjonction après le paragraphe (5) de ce qui suit:*

**45(6)** Nulle personne ne peut utiliser de faux documents ou un document identifiant une autre personne aux fins de demander et d'obtenir un permis d'identification en vertu du présent article.

**45(7)** Nulle personne ne peut permettre l'utilisation d'un document l'identifiant par une autre personne aux fins de demander et d'obtenir un permis d'identification en vertu du présent article.

**9** *L'article 63 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

**63** A licence to sell liquor as provided in this Act may be of any one of the following classes:

- (a)* a beverage room licence issued under section 83;
- (b)* a dining-room licence issued under section 88;
- (c)* a lounge licence issued under section 90;
- (d)* a special facility licence issued under subsection 99.1(1);
- (e)* a special facility licence issued under subsection 99.1(4) or (7);
- (f)* a special events licence issued under section 102;
- (g)* a club licence issued under section 103;
- (h)* a club licence issued under section 110;
- (i)* a catering licence issued under section 111.1;
- (j)* an in-house brewery licence issued under section 111.3;
- (k)* a brewer's licence issued under section 113;
- (l)* a distiller's licence or a winery licence issued under section 123;
- (m)* a sacramental wine vendor's licence issued under section 124.

**10** *Section 63.01 of the Act is amended*

*(a) in subsection (1) by striking out "mentioned in section 63" and substituting "referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)";*

**63** Une licence autorisant la vente de boissons alcooliques comme le prévoit la présente loi peut appartenir à l'une des catégories suivantes:

- a)* une licence de salon de consommation délivrée en vertu de l'article 83;
- b)* une licence de salle à manger délivrée en vertu de l'article 88;
- c)* une licence de salon-bar délivrée en vertu de l'article 90;
- d)* une licence d'établissement spécial délivrée en vertu du paragraphe 99.1(1);
- e)* une licence d'établissement spécial délivrée en vertu du paragraphe 99.1(4) ou (7);
- f)* une licence pour un événement spécial délivrée en vertu de l'article 102;
- g)* une licence de club délivrée en vertu de l'article 103;
- h)* une licence de club délivrée en vertu de l'article 110;
- i)* une licence de traiteur délivrée en vertu de l'article 111.1;
- j)* une licence de brasserie-maison délivrée en vertu de l'article 111.3;
- k)* un permis de brasseur délivré en vertu de l'article 113;
- l)* une licence de distillateur ou de fabricant de vin délivrée en vertu de l'article 123;
- m)* une licence de vendeur de vin pour fins du culte délivrée en vertu de l'article 124.

**10** *L'article 63.01 de la Loi est modifié*

*a) au paragraphe (1) par la suppression des mots «mentionnées à l'article 63» et leur remplacement par les mots «prévues à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;*

*(b) in subsection (3) by striking out “section 63” and substituting “paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”;*

*(c) in subsection (4) by striking out “section 63” and substituting “paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”;*

*(d) in subsection (6) by striking out “mentioned in section 63” and substituting “referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”.*

#### **11 Section 64 of the Act is amended**

*(a) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “A licence of any of the classes mentioned in section 63” and substituting “A licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”;*

*(b) in paragraph (a) by striking out “a Canadian citizen and resident in Canada for at least one year before the date of application” and substituting “and a resident in Canada on the date of the application”.*

#### **12 Section 68 of the Act is amended by adding after subsection (1) the following:**

**68(1.1)** Notwithstanding subsection (1), if an applicant for a licence has been refused the licence for reasons based solely on the location of the premises in respect of which the application was made, an application by the applicant in respect of differently located premises may be entertained by the Board within the one-year period referred to in subsection (1).

#### **13 Section 69 of the Act is amended**

*(a) in subsection (1) in the portion preceding paragraph (a) by striking out “No licence of any of the classes mentioned in section 63” and substituting “No licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”;*

*b) au paragraphe (3) par la suppression des mots «à l'article 63» et leur remplacement par les mots «à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;*

*c) au paragraphe (4) par la suppression des mots «à l'article 63» et leur remplacement par les mots «à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;*

*d) au paragraphe (6) par la suppression des mots «mentionnées à l'article 63» et leur remplacement par les mots «prévues à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)».*

#### **11 L'article 64 de la Loi est modifié**

*a) au passage qui précède l'alinéa a) par la suppression des mots «Une licence de l'une des catégories mentionnées dans l'article 63» et leur remplacement par les mots «Une licence d'une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;*

*b) à l'alinéa a) par la suppression des mots «est citoyen canadien et résident du Canada depuis au moins un an avant la date de la demande» et leur remplacement par les mots «et qui réside au Canada à la date de la demande».*

#### **12 L'article 68 de la Loi est modifié par l'adjonction après le paragraphe (1) de ce qui suit:**

**68(1.1)** Nonobstant le paragraphe (1), si le requérant d'une licence s'est vu refuser une licence uniquement pour le motif de l'endroit où est situé l'établissement à l'égard duquel la demande a été faite, une demande faite par le requérant à l'égard d'établissements situés dans un endroit différent peut être reçue par la Commission durant la période d'un an prévue au paragraphe (1).

#### **13 L'article 69 de la Loi est modifié**

*a) au paragraphe (1) au passage qui précède l'alinéa a) par la suppression des mots «Aucune licence de l'une des catégories mentionnées à l'article 63» et leur remplacement par les mots «Aucune licence d'une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;*

*(b) by adding after paragraph (3)(a) the following:*

*(a.1) for a licence under section 63.01 to provide live entertainment in licensed premises,*

*(c) in subsection (7) by striking out “a licence of any of the classes mentioned in section 63” and substituting “a licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”;*

*(d) in subsection (8) by striking out “hotel, restaurant, or dining room” and substituting “hotel or dining-room”.*

**14** *The heading “TAVERN LICENCE” preceding section 73 of the Act is repealed.*

**15** *Section 73 of the Act is repealed.*

**16** *Section 74 of the Act is repealed.*

**17** *Section 75 of the Act is repealed.*

**18** *The heading “REGULATIVE PROVISIONS FOR TAVERNS AND BEVERAGE ROOMS” preceding section 76 of the Act is repealed and the following is substituted:*

#### **BEVERAGE ROOM LICENCE**

**19** *Section 76 of the Act is amended by striking out “tavern licence and every”.*

**20** *Section 78 of the Act is repealed and the following is substituted:*

**78(1)** Subject to subsection (2), beer or wine purchased from a beverage room shall not be consumed elsewhere than in the beverage room in which it was purchased.

**78(2)** The Board may upon application by a beverage room licensee and subject to such terms and conditions as the Board may establish, authorize the beverage room licensee to sell beer and wine for

*b) par l'adjonction après l'alinéa 3a) de ce qui suit:*

*a.1) une licence en vertu de l'article 63.01 pour offrir des spectacles de personnes dans un établissement titulaire d'une licence,*

*c) au paragraphe (7) par la suppression des mots «licence de l'une des catégories mentionnées à l'article 63» et leur remplacement par les mots «licence d'une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)»;*

*d) au paragraphe (8) par la suppression des mots «d'un hôtel, d'un restaurant ou d'une salle à manger» et leur remplacement par les mots «d'un hôtel ou d'une salle à manger».*

**14** *La rubrique «LICENCE DE TAVERNE» précédant l'article 73 de la Loi est abrogée.*

**15** *L'article 73 de la Loi est abrogé.*

**16** *L'article 74 de la Loi est abrogé.*

**17** *L'article 75 de la Loi est abrogé.*

**18** *La rubrique «DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES AUX TAVERNES ET AUX SALONS DE CONSOMMATION» précédant l'article 76 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:*

#### **LICENCE DE SALON DE CONSOMMATION**

**19** *L'article 76 de la Loi est modifié par la suppression des mots «licence de taverne et toute».*

**20** *L'article 78 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

**78(1)** Sous réserve du paragraphe (2), la bière ou le vin acheté dans un salon de consommation ne doit pas être consommé ailleurs que dans le salon de consommation où il a été acheté.

**78(2)** La Commission peut, sur demande du titulaire d'une licence de salon de consommation et sous réserve des conditions que la Commission peut établir, autoriser le titulaire d'une licence de salon

consumption in an area designated by the Board adjacent to and outside of the beverage room.

**21 Section 79 of the Act is amended**

*(a) in subsection (1) by striking out “a tavern or”, “tavern licensee or” and “tavern or”;*

*(b) by repealing subsection (2) and substituting the following:*

**79(2)** Subject to section 80, a person under the age of nineteen years may enter, be in or remain in a beverage room, and a beverage room licensee may permit a person under the age of nineteen years to enter, be in or remain in a beverage room for purposes of the person’s employment.

**22 Section 80 of the Act is amended by striking out “tavern licensee and no” and “a tavern or”.**

**23 Section 81 of the Act is amended**

*(a) by repealing subsection (1) and substituting the following:*

**81(1)** Every beverage room licensee shall maintain in the licensed premises of the licensee such suitable fixtures and furniture for the convenience of the public as may be directed by the Board.

*(b) in subsection (2) by striking out “of a tavern or”.*

**24 Section 82 of the Act is repealed.**

**25 Section 83 of the Act is amended**

*(a) in paragraph (1)(d) of the English version by striking out “proprietor” and substituting “owner”;*

*(b) by repealing subsection (2).*

de consommation à vendre de la bière et du vin pour consommation dans un lieu désigné par la Commission qui est adjacent au salon de consommation et à l’extérieur de celui-ci.

**21 L’article 79 de la Loi est modifié**

*a) au paragraphe (1) par la suppression des mots «une taverne ou», «d’une licence de taverne ou» et «la taverne ou»;*

*b) par l’abrogation du paragraphe (2) et son remplacement par ce qui suit:*

**79(2)** Sous réserve de l’article 80, une personne de moins de dix-neuf ans peut entrer, se trouver ou rester dans un salon de consommation, et le titulaire d’une licence de salon de consommation peut permettre à une personne de moins de dix-neuf ans d’entrer, de se trouver ou de rester dans un salon de consommation pour les besoins de son emploi.

**22 L’article 80 de la Loi est modifié par la suppression des mots «titulaire d’une licence de taverne et nul», «une taverne ou» et «d’une taverne ou».**

**23 L’article 81 de la Loi est modifié**

*a) par l’abrogation du paragraphe (1) et son remplacement par ce qui suit:*

**81(1)** Tout titulaire d’une licence de salon de consommation doit avoir dans son établissement titulaire d’une licence les meubles et installations fixes, pour la commodité du public, que peut prescrire la Commission.

*b) au paragraphe (2) par la suppression des mots «d’une taverne ou».*

**24 L’article 82 de la Loi est abrogé.**

**25 L’article 83 de la Loi est modifié**

*a) à l’alinéa (1)d de la version anglaise par la suppression du mot «proprietor» et son remplacement par le mot «owner»;*

*b) par l’abrogation du paragraphe (2).*



*26 Paragraph 84(c) of the Act is amended by striking out “the licensed premises” and substituting “the licensed premises and an area, if any, designated by the Board under subsection 78(2)”.*

*27 The heading “RESTAURANT LICENCE” preceding section 85 of the Act is repealed.*

*28 Section 85 of the Act is repealed.*

*29 Section 86 of the Act is repealed.*

*30 Section 87 of the Act is repealed.*

*31 Section 88 of the Act is repealed and the following is substituted:*

**88** Upon application to the Board and payment of the prescribed fee and upon compliance with the provisions of this Act and the regulations, the Board may, subject to section 88.1, issue a dining-room licence to the owner or operator of a dining-room.

*32 The Act is amended by adding after section 88 the following:*

**88.1(1)** The Board shall not issue a dining-room licence under this Act unless, in the opinion of the Board, the premises in respect of which the application is made meet such standards and other requirements in respect of conduct, management, equipment, size, capacity and facilities as may be prescribed by regulation.

**88.1(2)** The Board shall not issue a dining-room licence under this Act to any applicant until the applicant has furnished evidence satisfactory to the Board that the applicant will make and continue to make the purveyance of food in the dining-room in respect of which the application is made the chief business and source of revenue of the applicant in respect of the dining-room.

*33 Subsection 89(3) of the Act is repealed.*

*26 L’alinéa 84c) de la Loi est modifié par la suppression des mots «l’établissement titulaire d’une licence» et leur remplacement par les mots «l’établissement titulaire d’une licence et dans le lieu, s’il y en a, désigné par la Commission en vertu du paragraphe 78(2)».*

*27 La rubrique «LICENCE DE RESTAURANT» précédant l’article 85 de la Loi est abrogée.*

*28 L’article 85 de la Loi est abrogé.*

*29 L’article 86 de la Loi est abrogé.*

*30 L’article 87 de la Loi est abrogé.*

*31 L’article 88 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

**88** Lorsque la demande lui en est faite et que le droit prescrit est acquitté et après que le requérant s’est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut, sous réserve de l’article 88.1, délivrer une licence de salle à manger au propriétaire ou à l’exploitant d’une salle à manger.

*32 La Loi est modifiée par l’adjonction après l’article 88 de ce qui suit:*

**88.1(1)** La Commission ne peut délivrer une licence de salle à manger en vertu de la présente loi sauf si, de l’avis de la Commission, l’établissement à l’égard duquel la demande est faite satisfait aux normes et aux autres exigences concernant la conduite, la gestion, l’équipement, la grandeur, le nombre de places et les installations qui peuvent être prescrits par règlement.

**88.1(2)** La Commission ne peut délivrer une licence de salle à manger en vertu de la présente loi à un requérant tant que le requérant n’a pas donné de preuve satisfaisante à la Commission qu’il fera et continuera de faire, du service des aliments à la salle à manger à l’égard de laquelle la demande est faite, son entreprise principale et sa source principale de revenu provenant de cette salle à manger.

*33 Le paragraphe 89(3) de la Loi est abrogé.*

**34** *Section 90 of the Act is repealed and the following is substituted:*

**90** Upon application to the Board and payment of the prescribed fee and upon compliance with the provisions of this Act and the regulations, the Board may issue a lounge licence to the owner or operator of a lounge if, in the opinion of the Board, the premises in which it is proposed to operate the lounge are adequate for the purpose and will readily permit compliance with this Act and the regulations by the licensee.

**35** *Section 92 of the Act is repealed.*

**36** *Section 93 of the Act is repealed.*

**37** *The heading "OUTFITTERS LICENCE" preceding section 94 of the Act is repealed.*

**38** *Section 94 of the Act is repealed.*

**39** *Section 95 of the Act is repealed.*

**40** *Section 96 of the Act is amended*

*(a) in subsection (1) by striking out "Subject to subsection (2), the Board" and substituting "The Board";*

*(b) by repealing subsection (2);*

*(c) in subsection (3) by striking out "sections 88 to 91, excepting subsection 90(2)" and substituting "sections 88 to 91".*

**41** *Section 97 of the Act is repealed.*

**42** *Section 98 of the Act is repealed.*

**43** *Section 98.1 of the Act is repealed.*

**44** *The Act is amended by adding after section 99 the following:*

**34** *L'article 90 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

**90** Lorsque demande lui en est faite et que le droit prescrit est acquitté et que le requérant s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut délivrer une licence de salon-bar au propriétaire ou à l'exploitant d'un salon-bar si, de l'avis de la Commission, l'établissement où le salon-bar doit être exploité convient à cette fin et permet au titulaire de la licence de se conformer facilement à la présente loi et ses règlements.

**35** *L'article 92 de la Loi est abrogé.*

**36** *L'article 93 de la Loi est abrogé.*

**37** *La rubrique «LICENCE DE POURVOYEUR» précédant l'article 94 de la Loi est abrogée.*

**38** *L'article 94 de la Loi est abrogé.*

**39** *L'article 95 de la Loi est abrogé.*

**40** *L'article 96 de la Loi est modifié*

*a) au paragraphe (1) par la suppression des mots «Sous réserve du paragraphe (2), la Commission» et leur remplacement par les mots «La Commission»;*

*b) par l'abrogation du paragraphe (2);*

*c) au paragraphe (3) par la suppression des mots «articles 88 à 91, à l'exception de celles du paragraphe 90(2)» et leur remplacement par les mots «articles 88 à 91».*

**41** *L'article 97 de la Loi est abrogé.*

**42** *L'article 98 de la Loi est abrogé.*

**43** *L'article 98.1 de la Loi est abrogé.*

**44** *La Loi est modifiée par l'adjonction après l'article 99 de ce qui suit:*

## SPECIAL FACILITY LICENCE

**99.1(1)** Upon application to the Board and payment of the prescribed fee and upon compliance with the provisions of this Act and the regulations, the Board may, subject to subsection (2), issue a special facility licence to

*(a)* any person operating premises the use of which includes such sporting, cultural, theatrical or other similar activities as may be prescribed by regulation or approved by the Board,

*(b)* the owner or operator of a trade and convention centre,

*(c)* a person who has entered into an agreement with a federal, provincial or municipal authority to provide food and liquor facilities in a federal, provincial or municipal park,

*(d)* any person who operates within the Province an excursion boat, or

*(e)* any other person who is the owner or operator of premises that are considered by the Board to be suitable for the issuance of a special facility licence.

**99.1(2)** The Board shall not issue a special facility licence under subsection (1) unless, in the opinion of the Board, the premises in respect of which the application is made meet such standards and other requirements in respect of conduct, management, equipment, size, capacity and facilities as may be prescribed by regulation.

**99.1(3)** A special facility licence issued under subsection (1) authorizes the special facility licensee to purchase from the Corporation liquor of all kinds and to sell or serve the liquor so purchased, with or without meals, for consumption only in those areas of the premises of the licensee approved by the Board and under such terms and conditions as may be established by the Board, by persons who are of

## LICENCE D'ÉTABLISSEMENT SPÉCIAL

**99.1(1)** Lorsque demande lui en est faite et que le droit prescrit est acquitté et que le requérant s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, la Commission peut, sous réserve du paragraphe (2), délivrer une licence d'établissement spécial

*a)* à toute personne qui exploite des locaux pouvant servir aux activités sportives, culturelles, théâtrales ou autres activités similaires pouvant être prescrites par règlement ou approuvées par la Commission,

*b)* au propriétaire ou à l'exploitant d'un centre de commerce ou de congrès,

*c)* à une personne qui a conclu un accord avec l'autorité fédérale, provinciale ou municipale prévoyant la fourniture d'aliments et de boissons alcooliques dans un parc fédéral, provincial ou municipal,

*d)* à toute personne qui exploite un bateau d'excursion dans la province, ou

*e)* à toute autre personne qui est le propriétaire ou l'exploitant des locaux qui sont jugés appropriés par la Commission pour la délivrance d'une licence d'établissement spécial.

**99.1(2)** La Commission ne peut délivrer une licence d'établissement spécial en vertu du paragraphe (1) sauf si, de l'avis de la Commission, l'établissement à l'égard duquel la demande est faite satisfait aux normes et autres exigences concernant la conduite, la gestion, l'équipement, la grandeur, le nombre de places et les installations pouvant être prescrits par règlement.

**99.1(3)** Une licence d'établissement spécial délivrée en vertu du paragraphe (1) autorise son titulaire à acheter à la Société des boissons alcooliques de toutes sortes et à les vendre ou servir, avec ou sans repas, pour consommation seulement dans les lieux de l'établissement approuvés par la Commission et en vertu des conditions pouvant être établies par celle-ci, à des personnes de dix-neuf ans révolus

the full age of nineteen years and are not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor.

**99.1(4)** Notwithstanding any other provision of this Act, upon application to the Board and payment of the prescribed fee, the Board may issue a special facility licence to any corporation maintaining and operating a commercial airline passenger service in the Province.

**99.1(5)** A special facility licence issued under subsection (4) authorizes the licensee to purchase liquor of all kinds from the Corporation or elsewhere as may be authorized by the Board and to sell or serve the liquor so purchased to persons of the full age of nineteen years and not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor while they are passengers on aircraft operated by the licensee on commercial airline flights in the Province.

**99.1(6)** Where the Board issues a special facility licence under subsection (4), the Board may authorize the licensee to purchase liquor for use in the Province elsewhere than from the Corporation in which event the provisions of section 99 apply *mutatis mutandis*.

**99.1(7)** Notwithstanding any other provision of this Act, upon application to the Board and payment of the prescribed fee, the Board may issue a special facility licence to any corporation maintaining and operating a commercial ferry boat passenger service in the Province.

**99.1(8)** A special facility licence issued under subsection (7) authorizes the licensee to purchase liquor of all kinds from the Corporation or elsewhere as may be authorized by the Board and to sell or serve the liquor so purchased to persons of the full age of nineteen years and not otherwise disqualified under this Act from consuming liquor while

et qui ne sont pas autrement privées du droit de consommer des boissons alcooliques en vertu de la présente loi.

**99.1(4)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, lorsque la demande lui en est faite et que le droit prescrit est acquitté, la Commission peut délivrer une licence d'établissement spécial à toute société qui maintient et exploite un service commercial de transport aérien de passagers dans la province.

**99.1(5)** Une licence d'établissement spécial délivrée en vertu du paragraphe (4) autorise le titulaire d'une licence à acheter des boissons alcooliques de toutes sortes à la Société ou ailleurs selon ce qui peut être autorisé par la Commission et à vendre ou servir les boissons alcooliques ainsi achetées aux personnes de dix-neuf ans révolus et qui ne sont pas autrement privées du droit en vertu de la présente loi de consommer des boissons alcooliques lorsque ces personnes sont les passagers d'un avion exploité par le titulaire de la licence sur un vol commercial de la ligne aérienne dans la province.

**99.1(6)** Lorsque la Commission délivre une licence d'établissement spécial en vertu du paragraphe (4), la Commission peut autoriser le titulaire de la licence à acheter des boissons alcooliques destinées à être consommées dans la province ailleurs qu'à la Société, auquel cas les dispositions de l'article 99 s'appliquent *mutatis mutandis*.

**99.1(7)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, lorsque la demande en est faite à la Commission et que le droit prescrit est acquitté, la Commission peut délivrer une licence d'établissement spécial à toute société qui maintient et exploite un service commercial de traversier de passagers dans la province.

**99.1(8)** Une licence d'établissement spécial délivrée en vertu du paragraphe (7) autorise son titulaire à acheter à la Société, ou ailleurs lorsque la Commission l'y autorise, des boissons alcooliques de toutes sortes et à vendre ou à servir ces boissons aux passagers à bord d'un traversier exploité par le titulaire durant un voyage commercial dans la pro-

they are passengers on ferry boats operated by the licensee on commercial ferry boat voyages in the Province.

**99.1(9)** Where the Board issues a special facility licence under subsection (7), the Board may authorize the licensee to purchase liquor for use in the Province elsewhere than from the Corporation in which event the provisions of section 99 apply *mutatis mutandis*.

**99.2** Notwithstanding section 69, a special facility licence may be issued to an operator of a trade and convention centre who is not the true owner or lessee of the trade and convention centre if the Board is satisfied that the applicant possesses the concession or authority of the true owner or lessee to manage or operate the trade and convention centre.

**45** *Section 100 of the Act is repealed.*

**46** *Section 101 of the Act is repealed.*

**47** *The Act is amended by adding before section 102 the following heading:*

#### **SPECIAL EVENTS LICENCE**

**48** *Subsection 104(3) of the Act is amended by adding “by a club” after “an application”.*

**49** *Section 106 of the Act is amended by adding “issued to a club” after “club licence”.*

**50** *Section 108 of the Act is amended by adding “to a club” after “a club licence issued”.*

**51** *The heading “TRADE AND CONVENTION CENTRE LICENCE” preceding section 109.1 of the Act is repealed.*

**52** *Section 109.1 of the Act is repealed.*

vince si ces passagers sont âgés de dix-neuf ans révolus et ne sont pas autrement privés du droit, en application de la présente loi, de consommer des boissons alcooliques.

**99.1(9)** Lorsque la Commission délivre une licence d'établissement spécial en vertu du paragraphe (7), la Commission peut autoriser le titulaire de la licence à acheter ailleurs qu'à la Société des boissons alcooliques destinées à être consommées dans la province, auquel cas les dispositions de l'article 99 s'appliquent *mutatis mutandis*.

**99.2** Nonobstant l'article 69, une licence d'établissement spécial peut être délivrée à un exploitant d'un centre de commerce et de congrès qui n'est pas le véritable propriétaire ou locataire du centre de commerce et de congrès si la Commission est convaincue que le requérant en a la concession ou l'autorisation du vrai propriétaire ou locataire pour gérer ou exploiter le centre de commerce et de congrès.

**45** *L'article 100 de la Loi est abrogé.*

**46** *L'article 101 de la Loi est abrogé.*

**47** *La Loi est modifiée par l'adjonction avant l'article 102 de ce qui suit:*

#### **LICENCE POUR UN ÉVÈNEMENT SPÉCIAL**

**48** *Le paragraphe 104(3) de la Loi est modifié par l'adjonction des mots «faite par un club» après les mots «d'une demande».*

**49** *L'article 106 de la Loi est modifié par l'adjonction des mots «délivrée à un club» après les mots «Une licence de club».*

**50** *L'article 108 de la Loi est modifié par l'adjonction des mots «à un club» après les mots «toute licence de club délivrée».*

**51** *La rubrique «LICENCE DE CENTRE DE COMMERCE ET DE CONGRÈS» précédant l'article 109.1 de la Loi est abrogée.*

**52** *L'article 109.1 de la Loi est abrogé.*

**53** *The heading “FORCES CANTEEN LICENCE” preceding section 110 of the Act is repealed.*

**54** *Section 110 of the Act is amended*

*(a) in subsection (1) by striking out “the Board may grant a forces canteen licence in accordance with this Act and the regulations” and substituting “the Board may, notwithstanding any other provision of this Act, issue a club licence”;*

*(b) in subsection (2) by striking out “A forces canteen licence to sell liquor is authority for the forces canteen licensee” and substituting “A club licence issued in respect of a forces canteen authorizes the licensee”.*

**55** *Subsection 111(2) of the Act is amended by striking out “A forces canteen licence” and substituting “A club licence issued in respect of a forces canteen”.*

**56** *The Act is amended by adding before section 111.1 the following heading:*

#### **CATERING LICENCE**

**57** *Subsection 111.1(1) of the Act is amended by striking out “to any person licensed under section 63” and substituting “to the holder of a licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”.*

**58** *Section 111.2 of the Act is repealed.*

**59** *The Act is amended by adding before section 111.3 the following heading:*

#### **IN-HOUSE BREWERY LICENCE**

**60** *Paragraph 111.3(1)(b) of the Act is amended by striking out “tavern licence or”.*

**53** *La rubrique «LICENCE DE CANTINE» précédant l'article 110 de la Loi est abrogé.*

**54** *L'article 110 de la Loi est modifié*

*a) au paragraphe (1) par la suppression des mots «la Commission peut délivrer conformément à la présente loi et aux règlements, une licence de cantine,» et leur remplacement par les mots «la Commission peut, nonobstant toute autre disposition de la présente loi, délivrer une licence de club»;*

*b) au paragraphe (2) par la suppression des mots «Une licence de cantine pour la vente des boissons alcooliques constitue l'autorisation du titulaire» et leur remplacement par les mots «Une licence de club pour la vente des boissons alcooliques constitue l'autorisation du titulaire».*

**55** *Le paragraphe 111(2) de la Loi est modifié par la suppression des mots «Une licence de cantine» et leur remplacement par les mots «Une licence de club délivrée à l'égard d'une cantine».*

**56** *La Loi est modifiée par l'adjonction avant l'article 111.1 de la rubrique qui suit:*

#### **LICENCE DE TRAITEUR**

**57** *Le paragraphe 111.1(1) de la Loi est modifié par la suppression des mots «à toute personne titulaire d'une licence en vertu de l'article 63» et leur remplacement par les mots «au titulaire d'une licence appartenant à une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)».*

**58** *L'article 111.2 de la Loi est abrogé.*

**59** *La Loi est modifiée par l'adjonction avant l'article 111.3 de la rubrique qui suit:*

#### **LICENCE DE BRASSERIE-MAISON**

**60** *L'alinéa 111.3(1)b) de la Loi est modifié par la suppression des mots «d'une licence de taverne ou».*

**61 Section 112 of the Act is amended**

*(a) by repealing subsection (2) and substituting the following:*

**112(2)** Any person who is not a minor may apply for a licence under subsection (5) and the application shall be accompanied by the prescribed fee for the licence.

*(b) by repealing subsection (3);*

*(c) in paragraph (4)(a) by striking out “licensed restaurant or”.*

**62 The Act is amended by adding before section 123 the following heading:**

**DISTILLER'S LICENCE OR  
WINERY LICENCE**

**63 The Act is amended by adding before section 124 the following heading:**

**SACRAMENTAL WINE VENDOR'S LICENCE**

**64 Subsection 125(1) of the Act is amended by striking out “a restaurant licence or”.**

**65 Section 126 of the Act is amended**

*(a) by repealing subsection (1);*

*(b) by repealing subsection (3) and substituting the following:*

**126(3)** The owner or operator of a licensed lounge shall not permit or authorize any person under the age of nineteen years to enter, be in or remain in, the lounge except as provided in subsection (2).

**66 Section 126.1 of the English version of the Act is amended by striking out “a proprietor” and substituting “an owner”.**

**67 Section 127 of the Act is amended**

**61 L'article 112 de la Loi est modifié**

*a) par l'abrogation du paragraphe (2) et son remplacement par ce qui suit:*

**112(2)** Toute personne ayant atteint l'âge légal peut présenter une demande de permis en application du paragraphe (5), qui doit être accompagnée du droit prescrit pour le permis.

*b) par l'abrogation du paragraphe (3);*

*c) à l'alinéa (4)a) par la suppression des mots «un restaurant ou».*

**62 La Loi est modifiée par l'adjonction avant l'article 123 de la rubrique qui suit:**

**PERMIS DE DISTILLATEUR OU PERMIS  
DE FABRICANT DE VIN**

**63 La Loi est modifiée par l'adjonction avant l'article 124 de la rubrique qui suit:**

**LICENCE DE VENDEUR DE VIN  
POUR FINS DU CULTE**

**64 Le paragraphe 125(1) de la Loi est modifié par la suppression des mots «de licence de restaurant ou».**

**65 L'article 126 de la Loi est modifié**

*a) par l'abrogation du paragraphe (1);*

*b) par l'abrogation du paragraphe (3) et son remplacement par ce qui suit:*

**126(3)** Le propriétaire ou l'exploitant d'un salon-bar titulaire d'une licence ne doit pas donner à une personne de moins de dix-neuf ans la permission ou l'autorisation d'entrer, de se trouver ni de rester dans un salon-bar sauf conformément au paragraphe (2).

**66 L'article 126.1 de la version anglaise de la Loi est modifié par la suppression des mots «a proprietor» et leur remplacement par les mots «an owner».**

**67 L'article 127 de la Loi est modifié**

*(a) in subsection (1) by striking out “sell or cause or permit to be sold” and substituting “sell or give or cause or permit to be sold or given”;*

*(b) in subsection (2) by adding “or given” after “liquor sold”.*

**68** *Paragraph 128(c) of the Act is amended by striking out “a general Federal, Provincial, or Municipal election” and substituting “a general Federal election”.*

**69** *The Act is amended by adding after section 128 of the Act the following:*

**128.1** The owner or operator of a hotel who holds a subsisting licence issued under this Act in respect of premises in the hotel and who offers a full meal service to registered guests of the hotel may sell the liquor purchased from the Corporation under the authority of the licence to a *bona fide* registered guest of the hotel for consumption in the room of the registered guest, if such liquor is served to the registered guest in the room of the registered guest and if the registered guest is of the full age of nineteen years and is not otherwise disqualified under this Act from having or consuming liquor.

**70** *Section 130 of the Act is amended by striking out “a licence of any of the classes mentioned in section 63” and substituting “a licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (g) or (j)”.*

**71** *Section 131.1 of the Act is amended by striking out “constable or an inspector” and substituting “peace officer”.*

**72** *Section 137 of the Act is amended*

*(a) in subsection (3.1) by striking out “constable or inspector” wherever it appears and substituting “peace officer”;*

*a) au paragraphe (1) par la suppression des mots «vendre ni faire vendre ou permettre de vendre» et leur remplacement par les mots «vendre ni donner ni faire vendre ou permettre de vendre ou de donner»;*

*b) au paragraphe (2) par l’adjonction des mots «ou donnée» après le mot «vendue».*

**68** *L’alinéa 128c) de la Loi est modifié par la suppression des mots «une élection générale dans la province, que ce soit une élection fédérale, provinciale ou municipale» et leur remplacement par les mots «une élection générale fédérale dans la province».*

**69** *La Loi est modifiée par l’adjonction après l’article 128 de ce qui suit:*

**128.1** Le propriétaire ou l’exploitant d’un hôtel qui est titulaire d’une licence non périmée délivrée en vertu de la présente loi à l’égard de locaux dans l’hôtel et qui offre un service complet de repas aux clients inscrits à l’hôtel peut vendre des boissons alcooliques achetées à la Société en vertu de l’autorisation de la licence à un client inscrit véritablement à l’hôtel, destinées à être consommées dans la chambre du client inscrit, si ces boissons alcooliques sont servies au client inscrit dans la chambre du client inscrit et si le client inscrit est âgé de dix-neuf ans révolus et n’est pas autrement privé du droit en vertu de la présente loi de consommer ou d’être en possession de boissons alcooliques.

**70** *L’article 130 de la Loi est modifié par la suppression des mots «une licence de l’une des catégories énumérées à l’article 63» et leur remplacement par les mots «une licence d’une catégorie prévue à l’alinéa 63a), b), c), d), g) ou j)».*

**71** *L’article 131.1 de la Loi est modifié par la suppression des mots «agent de police ou un inspecteur» et leur remplacement par les mots «agent de la paix».*

**72** *L’article 137 de la Loi est modifié*

*a) au paragraphe (3.1) par la suppression des mots «un agent de police ou un inspecteur» et leur remplacement par les mots «un agent de la*



*(b) in paragraph (6)(b) by striking out “a licensed tavern or”.*

**73 Subsection 153(1) of the Act is amended**

*(a) in paragraph (a) by striking out “is less than twenty-five dollars” and substituting “does not exceed one hundred dollars”;*

*(b) in paragraph (b) by striking out “is greater than twenty-five dollars” and substituting “exceeds one hundred dollars”.*

**74 Subsection 161.1(2) of the Act is amended by striking out “to the Board”.**

**75 The Act is amended by adding after section 161.1 the following:**

**161.2(1)** The Solicitor General may, for the purpose of enforcing sections 132, 133, 134, 136 and subsections 137(1) and (4) in national parks established under the *National Parks Act* (Canada), designate any park warden as defined in the *National Parks Act* (Canada) to be a peace officer and to have the powers of a peace officer under this Act and the *Summary Convictions Act*.

**161.2(2)** A document or card that purports to be a designation under subsection (1)

*(a) shall be admissible in evidence without proof of signature, and*

*paix» et par la suppression des mots «l’agent de police ou de l’inspecteur» et leur remplacement par les mots «l’agent de la paix» et par la suppression des mots «l’agent de police ou l’inspecteur» et leur remplacement par les mots «l’agent de la paix»;*

*b) à l’alinéa (6)b) par la suppression des mots «qui n’est ni une taverne ni un salon de consommation» et leur remplacement par les mots «qui n’est pas un salon de consommation».*

**73 Le paragraphe 153(1) de la Loi est modifié**

*a) à l’alinéa a) par la suppression des mots «est inférieure à vingt-cinq dollars» et leur remplacement par les mots «est de cent dollars ou moins»;*

*b) à l’alinéa b) par la suppression des mots «est supérieure à vingt-cinq dollars» et leur remplacement par les mots «est supérieure à cent dollars».*

**74 Le paragraphe 161.1(2) de la Loi est modifié par la suppression des mots «devant la Commission».**

**75 La Loi est modifiée par l’adjonction après l’article 161.1 de ce qui suit:**

**161.2(1)** Le Solliciteur général peut, aux fins d’exécution des articles 132, 133, 134, 136 et des paragraphes 137(1) et (4) dans les parcs nationaux établis en vertu de la *Loi sur les parcs nationaux* (Canada), désigner tout gardien de parc au sens de la définition à la *Loi sur les parcs nationaux* (Canada) à titre d’agent de la paix investi des pouvoirs d’un agent de la paix en vertu de la présente loi et de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

**161.2(2)** Un document ou une carte qui se présente comme étant une désignation en vertu du paragraphe (1)

*a) est admissible en preuve sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature, et*

(b) shall be *prima facie* proof that the holder of the document or card has been duly designated under subsection (1).

**76** *Section 162 of the Act is amended by striking out “constable or inspector” and substituting “peace officer”.*

**77** *Subsection 163(1) of the Act is repealed and the following is substituted:*

**163(1)** Notwithstanding the *Summary Convictions Act*, an inspector appointed under Part V may, without a warrant, enter and inspect

(a) any licensed premises and any premises used in connection with and for the purposes of licensed premises during normal business hours or at any time during which the premises are open to the public, or

(b) the premises specified in a special occasion permit granted under section 47 and any premises used in connection with and for the purposes of the premises specified in the permit at any time during the hours fixed by the Board for the sale or consumption of liquor in the premises specified in the permit,

and, where the inspector has reasonable and probable grounds to believe that liquor is being unlawfully kept or kept for unlawful purposes in such premises, the inspector may seize and remove the liquor.

**78** *Section 167 of the Act is repealed and the following is substituted:*

**167** Subject to section 170, where liquor has been seized by an inspector under the authority of subsection 163(1) or by a peace officer under the authority of the *Summary Convictions Act*, the inspector or the peace officer shall retain the liquor until a charge has been laid under this Act concerning the seized liquor and the charge has been disposed of by a judge of the Provincial Court.

b) constitue une preuve *prima facie* établissant que le détenteur du document ou de la carte a été dûment désigné en vertu du paragraphe (1).

**76** *L'article 162 de la Loi est modifié par la suppression des mots «agent de police ou inspecteur» et leur remplacement par les mots «agent de la paix».*

**77** *Le paragraphe 163(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

**163(1)** Nonobstant la *Loi sur les poursuites sommaires*, un inspecteur nommé en vertu de la Partie V peut, sans mandat, pénétrer et inspecter dans

a) tout établissement titulaire d'une licence et tout établissement utilisé à propos et pour les fins de l'établissement titulaire d'une licence durant les heures normales d'ouverture ou en tout autre temps où les lieux sont ouverts au public, ou

b) les lieux spécifiés sur le permis pour occasions spéciales accordé en vertu de l'article 47 et dans tout établissement utilisé à propos et pour les fins de l'établissement spécifié sur le permis en tout temps durant les heures fixées par la Commission pour la vente ou la consommation des boissons alcooliques dans les lieux spécifiés sur le permis,

et, lorsque l'inspecteur a des motifs raisonnables et probables de croire que des boissons alcooliques y sont gardées illégalement ou à des fins illégales, il peut les saisir et les emporter.

**78** *L'article 167 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

**167** Sous réserve de l'article 170, lorsque de la boisson alcoolique est saisie par un inspecteur sous l'autorité du paragraphe 163(1) ou par un agent de la paix sous l'autorité de la *Loi sur les poursuites sommaires*, l'inspecteur ou l'agent de la paix doit la garder jusqu'à ce qu'une accusation soit portée en application de la présente loi concernant la boisson saisie et qu'un juge de la Cour provinciale ait statué sur cette accusation.

**79** *Section 168 of the Act is amended by striking out “constable or inspector” wherever it appears and substituting “peace officer”.*

**80** *Section 172 of the Act is amended*

*(a) in subsection (1) by striking out “inspector or any constable” and substituting “peace officer”;*

*(b) in subsection (2) by striking out “constable or inspector” and substituting “peace officer”.*

**81** *Section 174 of the Act is amended*

*(a) in subsection (1) by striking out “an inspector” and substituting “a peace officer”;*

*(b) in subsection (2) by striking out “an inspector” and substituting “a peace officer”;*

*(c) by adding after subsection (2) the following:*

**174(2.1)** Where a peace officer or a person authorized by the Chairman to act under this section accepts payment of a sum of money under subsection (1), the peace officer or the person authorized by the Chairman to act under this section shall remit to the Board the amount so accepted together with a copy of the form referred to in subsection (2).

**82** *Subsection 175(1) of the Act is amended by striking out “constable or inspector” and substituting “peace officer”.*

**83** *Section 190 of the Act is amended*

*(a) in subsection (1) by striking out “police officer or a constable” and substituting “peace officer”;*

**79** *L'article 168 de la Loi est modifié par la suppression des mots «un agent de police ou un inspecteur» et leur remplacement par les mots «un agent de la paix» et par la suppression des mots «l'agent de police ou l'inspecteur» et leur remplacement par les mots «l'agent de la paix».*

**80** *L'article 172 de la Loi est modifié*

*a) au paragraphe (1) par la suppression des mots «inspecteur ou tout agent de police» et leur remplacement par les mots «agent de la paix»;*

*b) au paragraphe (2) par la suppression des mots «agent de police ou un inspecteur» et leur remplacement par les mots «agent de la paix».*

**81** *L'article 174 de la Loi est modifié*

*a) au paragraphe (1) par la suppression du mot «inspecteur» et son remplacement par le mot «agent de la paix»;*

*b) au paragraphe (2) par la suppression du mot «inspecteur» et son remplacement par le mot «agent de la paix»;*

*c) par l'adjonction après le paragraphe (2) de ce qui suit:*

**174(2.1)** Lorsqu'un agent de la paix ou une personne autorisée par le président à agir en vertu du présent article accepte une somme d'argent en vertu du paragraphe (1), l'agent de la paix ou la personne autorisée par le président à agir en vertu du présent article doit remettre à la Commission la somme d'argent ainsi acceptée accompagnée de la copie de la formule visée au paragraphe (2).

**82** *Le paragraphe 175(1) de la Loi est modifié par la suppression des mots «agent de police ou d'inspecteur» et leur remplacement par les mots «agent de la paix».*

**83** *L'article 190 de la Loi est modifié*

*a) au paragraphe (1) par la suppression des mots «officier de police ou un agent de police» et leur remplacement par le mot «agent de la paix»;*

*(b) in subsection (2) by striking out “police officer or a constable” and substituting “peace officer”.*

**84 Section 200 of the Act is amended**

*(a) in subsection (1)*

*(i) in paragraph (e) by striking out “management and equipment” and substituting “management, equipment, size, capacity and facilities”;*

*(ii) by adding after paragraph (h) the following:*

*(h.1) respecting the advertising of liquor by the holder of*

*(i) a special occasion permit referred to in section 47, and*

*(ii) a licence of a class referred to in paragraph 63(a), (b), (c), (d), (f), (g), (j), (k) or (l);*

*(iii) by adding after paragraph (m) the following:*

*(m.1) respecting the amendment of permits and licences issued under this Act, including the variation of terms and conditions attached to such permits and licences;*

*(b) in paragraph (3)(a) by striking out “fixing the fee for any licence or permit” and substituting “fixing the fee for the application for and the issuance or granting of any licence or permit”.*

**85(1) A tavern licence issued under the Liquor Control Act before the commencement of this subsection and subsisting at the time of the commencement of this subsection shall be deemed to be a beverage room licence issued under section 83 of the Liquor Control Act.**

*b) au paragraphe (2) par la suppression des mots «officier de police ou un agent de police» et leur remplacement par les mots «agent de la paix».*

**84 L'article 200 de la Loi est modifié**

*a) au paragraphe (1)*

*(i) à l'alinéa e) par la suppression des mots «la gestion et l'équipement» et leur remplacement par les mots «la gestion, l'équipement, la grandeur, le nombre de places et les installations»;*

*(ii) par l'adjonction après l'alinéa h) de ce qui suit:*

*h.1) concernant la publicité des boissons alcooliques par le titulaire*

*i) d'un permis pour occasions spéciales visé à l'article 47, et*

*ii) d'une licence appartenant à une catégorie prévue à l'alinéa 63a), b), c), d), f), g), j), k) ou l);*

*(iii) par l'adjonction après l'alinéa m) de ce qui suit:*

*m.1) concernant la modification des permis et des licences délivrés en vertu de la présente loi, y compris le changement des conditions faisant partie de ces permis et licences;*

*b) à l'alinéa 3a) par la suppression des mots «fixant les droits à acquitter pour toute licence ou tout permis» et leur remplacement par les mots «fixant les droits à acquitter pour la demande et pour la délivrance ou l'octroi d'une licence ou d'un permis».*

**85(1) Une licence de taverne délivrée en vertu de la Loi sur la réglementation des alcools avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et non périmée à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une licence de salon de consommation délivrée en vertu de l'article 83 de la Loi sur la réglementation des alcools.**

85(2) *A restaurant licence issued under the Liquor Control Act before the commencement of this subsection and subsisting at the time of the commencement of this subsection shall be deemed to be a dining-room licence issued under section 88 of the Liquor Control Act.*

85(3) *A cabaret licence issued under the Liquor Control Act before the commencement of this subsection and subsisting at the time of the commencement of this subsection shall be deemed to be a lounge licence issued under section 90 of the Liquor Control Act.*

85(4) *A special premises licence issued under the Liquor Control Act before the commencement of this subsection to a person operating premises the use of which includes recreational activities and subsisting at the time of the commencement of this subsection shall be deemed to be a lounge licence issued under section 90 of the Liquor Control Act.*

85(5) *An outfitters licence, a special premises licence other than a special premises licence referred to in subsection (4), an airline licence, a ferry boat licence, a Special Park Licence, a trade and convention centre licence or an excursion boat licence issued under the Liquor Control Act before the commencement of this subsection and subsisting at the time of the commencement of this subsection shall be deemed to be a special facility licence issued under section 99.1 of the Liquor Control Act.*

85(6) *A forces canteen licence issued under the Liquor Control Act before the commencement of this subsection and subsisting at the time of the commencement of this subsection shall be deemed to be a club licence issued under section 110 of the Liquor Control Act.*

86 *The New Brunswick Liquor Corporation Act, chapter N-6.1 of the Revised Statutes, 1973, is*

85(2) *Une licence de restaurant délivrée en vertu de la Loi sur la réglementation des alcools avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et non périmée à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une licence de salle à manger délivrée en vertu de l'article 88 de la Loi sur la réglementation des alcools.*

85(3) *Une licence de cabaret délivrée en vertu de la Loi sur la réglementation des alcools avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et non périmée à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une licence de salon-bar délivrée en vertu de l'article 90 de la Loi sur la réglementation des alcools.*

85(4) *Une licence d'établissement spécial délivrée en vertu de la Loi sur la réglementation des alcools avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe à une personne exploitant l'établissement dont l'utilisation comprend des activités de loisirs et non périmée à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une licence de salon-bar délivrée en vertu de l'article 90 de la Loi sur la réglementation des alcools.*

85(5) *Une licence de pourvoyeur, une licence d'établissement spécial autre qu'une licence d'établissement spécial visée au paragraphe (4), une licence de ligne aérienne, une licence de traversier, une licence spéciale de parc, une licence de centre de commerce et de congrès ou une licence de bateau d'excursion délivrée en vertu de la Loi sur la réglementation des alcools avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et non périmée à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une licence d'établissement spécial délivrée en vertu de l'article 99.1 de la Loi sur la réglementation des alcools.*

85(6) *Une licence de cantine délivrée en vertu de la Loi sur la réglementation des alcools avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et non périmée à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une licence de club délivrée en vertu de l'article 110 de la Loi sur la réglementation des alcools.*

86 *La Loi sur la Société des alcools du Nouveau-Brunswick, chapitre N-6.1 des Lois révisées du*

*amended by adding after section 14 the following:*

**14.1(1)** All money received from the sale of liquor by a person as an agent of the Corporation under section 40.1 of the *Liquor Control Act* is to be paid to the Corporation.

**14.1(2)** All money received from the sale of beer or wine by a brewer or a wine-maker as an agent of the Corporation under section 40.2 of the *Liquor Control Act* is to be paid to the Corporation.

**87(1)** *Sections 3 to 5, 7, 9, 10, 14 to 39, 41 to 46, 48 to 55, 57, 58, 60, 64, 65, 69, 70, 85 and 86 of this Act or any provision of those sections come into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

**87(2)** *Paragraphs 1(a), (b), (c), (e), (f), (g), (i), (j), (l), (m), (n) and (o), 11(a), 13(a), (c) and (d), 40(c), 61(c) and 72(b) and subparagraphs 84(a)(i) and (ii) of this Act come into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

*Nouveau-Brunswick de 1973, est modifiée par l'adjonction après l'article 14 de ce qui suit:*

**14.1(1)** Toutes les sommes provenant de la vente de boissons alcooliques par une personne à titre de représentant de la Société en vertu de l'article 40.1 de la *Loi sur la réglementation des alcools* doivent être versées à la Société.

**14.1(2)** Toutes les sommes provenant de la vente de bière ou de vin par un brasseur ou un fabricant de vin à titre de représentant de la Société en vertu de l'article 40.2 de la *Loi sur la réglementation des alcools* doivent être versées à la Société.

**87(1)** *Les articles 3 à 5, 7, 9, 10, 14 à 39, 41 à 46, 48 à 55, 57, 58, 60, 64, 65, 69, 70, 85 et 86 de la présente loi ou toute disposition de ces articles entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

**87(2)** *Les alinéas 1a), b), c), e), f), g), i), j), l), m), n) et o), 11a), 13a), c) et d), 40c), 61c) et 72b) et les sous-alinéas 84a)(i) et (ii) de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*